INTERNATIONAL

L'ACTUEL

Le magazine de l'économie et du partenariat international

N° 237 Octobre 2022 - 150 DA

www.lactuel.dz

Quel pouvoir d'achat pour les Algériens en 2023 ?

L22237 - 10 - A - 150 DA - DZ

Sous le patronage de Monsieur le Premier ministre

Conférence et Salon International sur les PME Arabes

المؤتمر و المعرض العربي الدولي للمؤسسات الصغيرة و المتوسطة

« la Quatrième Révolution Industrielle :
Défis et Opportunités pour les PME »

SAFEX

Pour consulter le programme de la Conférence :
www.smexalgeria.dz/programme/

Pour s'inscrire à la conférence:
registration.safex.dz/register_visitor

SMEX ALGERIA 2022
THE ARAB INTERNATIONAL SMES CONFERENCE & EXPO

من 12 إلى 14 نوفمبر 2022
قصر المعارض الصنوبر البحري

الشريك الإستراتيجي

الداعمون

Ne subissez plus l'information économique

lisez juste l'essentiel

www.lactuel.dz

Édito

La réconciliation en marche

Doit-on comprendre que la page noire des relations algéro-françaises entachées de soubresauts politiques est définitivement tournée et que l'heure est, désormais, à la mise en œuvre d'un véritable programme de partenariat renouvelé ? Tout le monde veut le croire des deux côtés de la Méditerranée.

A en croire les déclarations optimistes de la Première ministre française qui a séjourné récemment en Algérie, l'on ne peut que s'en réjouir. Élisabeth Borne avait déclaré : *« Ma visite en Algérie ancre une nouvelle dynamique et un cycle durable qui profitera à nos deux peuples et à leur jeunesse. »* Et d'ajouter : *« L'atmosphère de confiance et de fraternité qui a caractérisé la 5e session du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN) est à l'image de l'engagement de la mise en œuvre d'une relation renouvelée entre les deux pays dans le sillage de la rencontre historique entre les présidents des deux pays en août dernier… »*

Cependant, jeter les bases d'une solide et durable *« refondation »* non hypothétique est synonyme d'aplanissement de toutes les entraves qui ont été jusqu'à présent un obstacle majeur dans l'épanouissement des relations entre les deux pays. Ainsi, le premier déplacement à l'étranger de Borne à Alger avec une armada de ministres doit être marqué d'une pierre blanche, nonobstant que les sujets qui fâchent entre la France et l'Algérie ont été quelque peu escamotés, protocole du programme de la visite oblige. L'essentiel est que le train a été remis sur les bons rails car c'est une autre opportunité à ne pas rater dans un monde en perpétuelles mutations. A bon entendeur, salut !

L. K.

Vu ailleurs... en images

CHINE :
Une femme robot nommée P.-dg d'une entreprise

Elle s'appelle Tang Yu et a été nommée dirigeante de la société Fujian NetDragon Websoft, spécialisée dans les jeux vidéo. Ce robot humanoïde contrôlé par une intelligence artificielle est le premier à accéder à ce type de responsabilité. Avec cette nomination, l'entreprise NetDragon Websoft, qui est un des leaders chinois des jeux vidéo, vient de franchir un cap inédit.

ITALIE :
La Sardaigne offre 15.000 € pour emménager sur l'île !

Pour redonner vie à son île, la région recherche de nouveaux habitants et propose 15.000 euros pour celles et ceux qui voudraient s'y installer ! Pour bénéficier de cette aide, une seule condition a été donnée. Les personnes qui s'installeront en Sardaigne s'engageront à y vivre en permanence.

ESPAGNE :
Bossost, ce club de foot espagnol qui évolue dans le Championnat de France

Situé en Espagne mais sur le versant français des Pyrénées, le village de Bossost voit son équipe affronter chaque week-end des clubs français. Une spécificité historique qui dure depuis près d'un siècle.

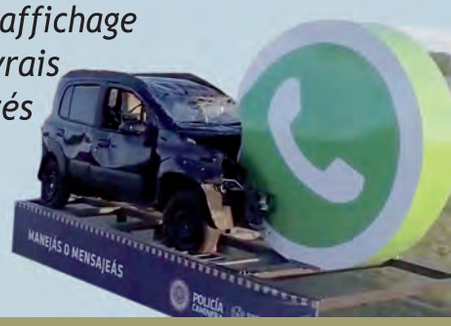
DUBAÏ :
Le projet fou d'un méga-hôtel en forme de lune de plus de 200 mètres de haut

NIGERIA :
Les pirates du pétrole font couler l'économie nigériane

Le vol de pétrole brut pour alimenter le marché noir a fait perdre au Nigeria sa place de premier producteur d'Afrique. Il est estimé à 470.000 barils de pétrole brut par jour et a coûté la bagatelle d'environ 700 millions de dollars de perte en un mois.

ARGENTINE :
Des voitures encastrées dans des icônes pour lutter contre le téléphone au volant

Textoter ou conduire, il faut choisir. C'est une très mauvaise habitude que nombre d'entre nous ont du mal à faire passer. En parlant de sensibilisation, la police de la province de Córdoba en Argentine a dévoilé une prévention pour le moins créative en détournant des panneaux d'affichage. En effet, le Gouvernement local a mis au point deux panneaux d'affichage représentant de vrais véhicules encastrés dans des icônes de réseaux sociaux.



ALLEMAGNE :
Sion, la voiture couverte de panneaux solaires bientôt sur le marché

Une start-up allemande va produire une voiture familiale intégralement couverte de panneaux solaires et pouvant parcourir en moyenne 112 kilomètres chaque semaine. Baptisée Sion, cette voiture devrait être produite en série au deuxième semestre 2023.

S'il n'est pas encore possible d'imaginer dormir sur la Lune, séjourner au sein d'une lune de pas moins de 224 mètres de haut devrait bientôt être envisageable à Dubaï. Baptisé Moon, ce gigantesque projet prévoit, en effet, la construction d'un immeuble à usage mixte, ayant la forme de l'unique satellite naturel permanent de la planète Terre.

SINGAPOUR :
Un restaurant fait payer une taxe aux parents dont les enfants sont trop turbulents

Le Angie's Oyster Bar & Grill, un restaurant singapourien, semble avoir trouvé la parade. Il a annoncé récemment l'introduction d'une taxe à destination des parents dont l'enfant se montrerait trop bruyant. La surcharge minime, de l'ordre de 10 dollars singapouriens (environ 7 euros), est ajoutée à l'addition au moment de quitter la table.

SOMMAIRE n° 237 - Octobre 2022

EDITO

La réconciliation en marche

Le premier déplacement à l'étranger de Borne à Alger avec une armada de ministres doit être marqué d'une pierre blanche, nonobstant que les sujets qui fâchent entre la France et l'Algérie ont été quelque peu escamotés, protocole du programme de la visite oblige.

8 Algérie-France : Elizabeth Borne et 15 autres ministres à Alger
Un œil sur l'avenir, l'autre sur le passé !

12 Coût de la vie
Quel pouvoir d'achat pour les Algériens en 2023 ?

14 A la faveur d'importantes réformes et nouvelles lois
L'Algérie compte se repositionner

16 Gouvernance des entreprises publiques
Vision de l'intérieur

20 Interview avec Dr Ferhane, expert en management, consultant formateur et directeur de l'académie Evidencia
« Digitalisation des entreprises, s'adapter ou disparaître »

24 Loi de finances 2023
Entre maintien des équilibres budgétaires et nécessité d'aller de l'avant

26 Bon positionnement conjoncturel du dinar
A la recherche d'une performance durable

28 Bancarisation de la population
Une affaire de marketing bancaire

30 Entretien avec Olivier-Hicham Allard, directeur général de Sinaa Expo Industries :
« Visiter Sinaa Expo Industries, c'est visiter le futur de l'industrie ! »

34 Industrie pharmaceutique
L'Algérie à la conquête du marché africain

36 Industries sidérurgique et métallurgique
Une dynamique avérée dans les deux secteurs

38 En attendant les réformes
Le secteur de l'énergie porte à bout de bras la reprise économique de l'Algérie en 2022

40 Marché pétrolier
Les opportunités ne manquent pas

42 Secteur des assurances
Tout vient à point à qui sait attendre

44 Recyclage
Le Gouvernement redouble d'efforts

46 Désamiantage des sites pollués
Les actions doivent s'inscrire dans la durée

48 Prêt-à-porter français
Gresley tente l'expérience algérienne

49 Entretien avec Nadir Khiatine, co-fondateur de Gresley et créateur de mode :
« Nous sommes en discussions pour lancer une usine de confection en Algérie »

50 Entretien avec Mickael Pages, co-fondateur et gérant de Gresley :
« On veut offrir du prêt-à-porter et non du prêt-à-jeter »

52 Risque de récession, prix des produits énergétiques élevés…
L'acier mondial sous pression

54 Interview avec Ghani Kolli, président du Conseil de développement Canada-Algérie (CDCA) :
« Vivement l'exploitation du grand potentiel de la relation Canada-Algérie »

58 **Portrait :** Walid Benblidia
Des idées, du courage et des ambitions

Les Nouvelles Revues Algériennes
R.C. : 99B 0008985
I.S.S.N.: 1.111.1054

Rédaction / Administration :
Lot. Ben Achour Abdelkader Villa n° 27
Chéraga - ALGER
Tél. : +213 (0) 23 39 50 79
+213 (0) 23 39 50 52
Fax : +213 (0) 23 39 50 92
Site web : www.lactuel.dz
e-mail : redac@actuel-dz.com
l.actuel@gmail.com

Directeur de la publication :
MOHAMED KESSACI

Directeur / Gérant :
LAKHDAR KESSACI

Rédaction :
AHMED BENALIA
RABAH KARALI
KHEIREDDINE BATACHE
FATIHA AMALOU
HAMID MERZOUK

Correction :
WASSIM AHLEM

Abonnements & Publicité :
KAHINA DEBOUZ - SAAD
OMAR HINA

Direction technique et P.A.O. :
DJAMEL ATMANI
SALIM RABIAI

Régie Publicitaire et Abonnements :
Lot. Ben Achour Abdelkader
Villa n° 27 Chéraga - ALGER
Tél. : +213 (0) 23 39 50 79
+213 (0) 23 39 50 52
Fax : +213 (0) 23 39 50 92
et ANEP Régie presse
1, rue Pasteur - Alger

Impression : Imprimerie Ed diwan

Distribution Centre par :
ETS BOUNAB Nasreddine

Dépôt légal : Octobre 2022

Les manuscrits, photographies, illustrations ou tout autre document adressés ou remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

Algérie-France : Elizabeth Borne et 15 autres ministres à Alger

Un œil sur l'avenir, l'autre sur le passé !

Redémarrage. Déterminés à reconstruire une relation économique digne de ce nom, basée sur un partenariat renouvelé, dont les contours ont été tracés par les deux présidents respectifs, l'Algérie et la France défrichent le terrain institutionnel, avant de passer le témoin aux entreprises et businessman des deux bords de la Méditerranée.

A peine quelques semaines après la visite d'amitié et de travail du président français Emmanuel Macron en Algerie, sa nouvelle Première ministre française, Elisabeth Born, a effectué, les 9 et 10 octobre derniers à Alger, son premier déplacement à l'étranger en tant que cheffe du Gouvernement. Accompagnée par une quinzaine de ministres et de nombreux chefs d'entreprises et autres membres de la communauté d'affaires française, madame Borne s'est, en effet, rendue à Alger pour tenter de poursuivre les efforts de *« normalisation »* des relations politiques et économiques de la France avec l'Algérie, à la suite de multiples déclarations à l'emporte-pièce du côté de Paris, ayant contribué sensiblement à crisper les relations bilatérales. A l'ordre du jour, le cinquième Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN) et un Forum d'affaires bilatéral.

Au tarmac de l'aéroport international Houari-Boumediène, c'est un Premier ministre algérien serein et calme qui accueille comme il se doit son homologue française. Chez Aïmene Benabderrahmane, la routine est bien rodée, car les visites des chefs d'État et et de Gouvernement se sont enchaînées tout au long de l'année 2022. Celle d'Elisabeth Borne et sa délégation n'en est qu'une de plus dans l'esprit des Algériens qui depuis le *« Hirak »* ont préféré rompre avec le caractère *« spécial »* qui surplombait l'atmosphère générale dès qu'il s'agissait d'une visite effectuée par un haut responsable français. *« Fini les sérénades et autres représentations folkloriques, désormais, ce sera le pragmatisme et le gain mutuel qui dicteront leur loi sur la nature des relations algéro-françaises, dans quelque domaine que ce soit et cela vaut mieux pour tout le monde »*, nous murmure à l'oreille un membre du staff algérien chargé d'accueillir la délégation française.

Reprise des travaux du 5e Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN) après près de 5 ans d'interruption

Déterminées à reconstruire une relation économique digne de ce nom, basée sur un partenariat renouvelé, dont les contours ont été tracés par les deux présidents respectifs, l'Algérie et la France défrichent le terrain institutionnel, avant de passer le témoin aux entreprises et businessman des deux bords de la Méditerranée. C'est dans cet esprit de *« coopération »* et de *« collaboration »* que les travaux du 5e Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN) ont été ouverts par Aïmene Benabderrahmane et Elisabeth Borne. Mais en économie, chacun doit être maître de son destin !

Et en ces temps de crises majeures à l'échelle internationale, les intérêts de l'Algérie et de la France peuvent converger ou diverger, selon la situation de chaque pays. Si la France et par extrapolation l'Europe sont en train de sombrer dans une crise énergétique sans précédent, leur imposant de trouver rapidement de nouveaux partenaires et fournisseurs pouvant leur permettre de passer les prochains hivers au chaud et de redémarrer certaines de leurs industries à l'arrêt ou au ralenti depuis le début du conflit militaire entre la Russie et l'Ukraine, à Alger, l'on regarde plutôt vers l'avenir : diversification économique, hausse des exportations hors-hydrocarbures, transition énergétique, transfert technologique, parts de marché en Afrique...

Lors de ce CIHN, pas moins de 11 accords bilatéraux de coopération économique ont été signés par les deux pays. Une déclaration d'intention dans le domaine du tourisme et une lettre d'intention dans le secteur de l'économie de la connaissance, de l'innovation et de l'entrepreneuriat ont été signées par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi, et son homologue, Olivia Grégoire. Un protocole d'accord entre Algeria Venture et l'Agence française de développement, signé par Yacine Oualid et la ministre déléguée aux Petites et Moyennes entreprises, au Commerce, à l'Artisanat et au Tourisme, Olivia Grégoire.

Il s'agit, aussi, d'une Déclaration d'intention sur le travail et l'emploi, signée par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Chorfa, et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Olivier Dussopt, ainsi qu'un accord de coopération dans le domaine agricole, le développement rural et l'industrie agroalimentaire signé par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, et le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Marc Fesneau. A cela s'ajoutent une Déclaration d'intention sur la coopération industrielle et technologique signée par le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, et le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, Bruno Le Maire, de même qu'une lettre d'intention sur la coopération en matière d'égalité des chances signée par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, et la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Catherine Colonna.

Les deux ministres ont aussi signé une lettre d'intention sur le renforcement des échanges dans les domaines de la protection et de la promotion des personnes handicapées et une Déclaration d'intention relative aux instituts des sciences et technologies appliquées (Ista) ainsi qu'une convention-cadre relative au réseau mixte des écoles RME. A noter qu'Elisabeth Borne a déclaré que trois axes ont été privilégiés pour ce partenariat renforcé, à savoir *« l'économie pour développer le commerce, l'innovation et la création d'emplois »* ; *« la mobilité et les visas ; et la jeunesse via des coopérations éducatives et culturelles accrues »*.

La cheffe du Gouvernement français a déclaré, en marge de la cérémonie de signature des accords susmentionnés, que *« le Comité intergouvernemental illustre, de par sa composition et la diversité des sujets traités, toute la richesse et la densité de notre coopération, à l'image de la Déclaration d'Alger pour un partenariat renouvelé, signée le 27 août dernier »*. De son côté, le Premier ministre algérien, Aïmene Benabderrahmane, a insisté sur *« l'importance d'encourager les partenariats et les investissements productifs et créateurs de richesses et d'emplois, notamment dans le cadre du nouveau régime juridique de l'investissement en Algérie, et de ne pas se contenter d'échanges commerciaux qui ne peuvent, à eux seuls, atteindre l'horizon prometteur que les dirigeants des deux pays ont tracé pour la relation algéro-française »*. Faisant état de *« promesses d'investissements français directs en Algérie dans tous les secteurs »*, le Premier ministre n'a pas manqué de rappeler la nouvelle loi régissant l'investissement en Algérie, récemment entrée en vigueur, qui *« met l'investisseur national et étranger au même pied d'égalité et fournit toutes les garanties »*.

Un Forum d'affaires bilatéral consacrant un « partenariat rénové »

L'engouement et l'espoir suscités par le 5e CIHN entre l'Algérie et la France ne pouvaient être palpables sans que les réseaux d'entreprises et autres communautés d'affaires, à qui il incombera de travailler à la réalisation de ses orientations et décisions, n'aient à échanger, à leur tour, sur les modalités de coopération et de partenariat et les opportunités d'affaires. Ils se sont retrouvés au lendemain de cet événement, à l'hôtel El Aurassi, à Alger, pour poursuivre cet élan, dans le cadre d'un Forum économique bilatéral auquel ont pris part plus d'une cinquantaine d'entreprises et organismes de promotion de l'investissement français : Desautel, Avril, Klubb, Metracom, Sanofi, Suez, Bpifrance, Medef International, Generale Energie, Creative Valley ou encore Famex.

Le Premier ministre algérien a rappelé en ouverture de ce Forum *« l'engagement du Gouvernement à accompagner les investisseurs désirant accéder au*

marché algérien. Il a relevé que les axes devant être abordés lors des ateliers du Forum constituent des opportunités de partenariat dans divers secteurs ». Et de préciser qu'ils figurent parmi les priorités du Gouvernement visant à diversifier l'économie nationale, s'affranchir de la dépendance aux hydrocarbures et attirer les investissements étrangers directs (IDE), productifs et créateurs de richesse et d'emplois.

Le chef du Gouvernement a énuméré une à une les filières stratégiques prometteuses qui ouvrent la voie à des investissements français en Algérie, à l'image des énergies renouvelables, la transition énergétique, les industries agroalimentaires et d'autres industries manufacturières telles les industries mécaniques, électroniques et électroménagères, celle du textile et du cuir et les activités de sous-traitance y afférentes, sans oublier l'industrie pharmaceutique.

Par ailleurs, les membres de la délégation française ont été ravis d'apprendre que le marché algérien leur tendait les bras et se sont même félicités du fait que l'Algérie soit actuellement une destination d'affaires prisée, à l'aune des transformations géo-économiques qui s'opèrent actuellement dans le monde. Interrogé par *L'ACTUEL*, le vice-président du Medef, Fabrice le Saché, a déclaré qu'une alliance devait lier les deux pays sur le plan économique, notamment en matière de production.

« Nous avons pendant longtemps parlé de colocalisation lorsqu'il s'agissait d'envisager de produire ensemble en Algérie des biens et services. Je vous avoue aujourd'hui que ce terme me dérange et je lui préfère celui d'alliance, car c'est de cela qu'il s'agit. Qu'il y ait de la concurrence italienne, turque, chinoise ou même qatarie ne doit en aucun cas nous préoccuper car les Français doivent comprendre qu'il est temps pour eux de se secouer. Rien n'est acquis en Algérie. Ce pays est la porte de l'Afrique et nous voulons y aller avec vous, c'est pourquoi nous sommes prêts à investir et produire chez vous », a-t-il détaillé.

Mais en ce qui concerne la partie algérienne, l'ambition est mise à un niveau supérieur et cible avant tout la maîtrise technologique et les taux d'intégration, mais également la production de matières premières. *« Il faut qu'on aille ensemble vers la production d'intrants, car c'est cela le cœur de la souveraineté économique, et aujourd'hui, force est de constater que nous en importons beaucoup. Nous devons nous attacher à le comprendre et proposer à nos partenaires français, ou autres, des projets qui nous permettront de profiter de leur savoir-faire sur le plan technologique, afin d'aller vers la production d'intrants nécessaires à notre industrie sur le sol algérien »*■

B. K.

Commerce

L'Algérie reste un partenaire important de la France

Avec 8 Mds euros d'échanges commerciaux en 2021, selon les Douanes françaises, dont 3,7 Mds euros d'exportations françaises et 4,4 Mds euros d'importations, l'Algérie est un partenaire économique important de la France. Après avoir diminué en 2020 en raison de la crise sanitaire et la mise en place de mesures destinées à diminuer les importations, les échanges commerciaux entre la France et l'Algérie ont progressé de nouveau en 2021 (+15,5%), une tendance confirmée au 1er semestre 2022 (+32%).

Les principaux produits importés par la France d'Algérie étant des hydrocarbures (91% du total des biens importés en 2021), le redémarrage de nos flux depuis 2021 a largement été le fait de la hausse des cours des hydrocarbures. En matière de ventes françaises, les principaux produits français exportés vers l'Algérie étaient en 2021 des produits agricoles (630 millions d'euros), des produits pharmaceutiques (387 millions d'euros) et des véhicules et accessoires automobiles (512 millions d'euros). Le reste des flux est très varié et est largement alimenté par les nombreuses entreprises, souvent des PME-PMI, qui forment structurellement plus de la moitié des ventes françaises en Algérie.

La France était en 2020 le deuxième fournisseur de l'Algérie, avec une part de marché de 11%, derrière la Chine (17%), et devant l'Italie (7%), l'Allemagne (7 %) et l'Espagne (6%). La France est également l'un des principaux clients de l'Algérie, le deuxième en 2020 (13% du total des exportations algériennes), derrière l'Italie (15%), et devant l'Espagne (10%) ou bien la Chine (5%)■

التأمين الشامل
CAAT
UNE TOTALE ASSURANCE

الشركة الجزائرية للتأمينات
COMPAGNIE ALGERIENNE DES ASSURANCES

La meilleure **protection**
de vos biens et
de votre **activité**

Siège social: **52, Avenue des Frères Bouadou Bir Mourad-Rais Alger**
Tél.: +213(0) 23 56 93 24 à 33 Fax: +213(0) 23 56 93 78 - 56 93 84
info@caat.dz **www.caat.dz**

Coût de la vie

Quel pouvoir d'achat pour les Algériens en 2023 ?

Espoir. Tout porte à croire que le projet de la prochaine Loi de finances 2023 fera la part belle à la question du pouvoir d'achat du citoyen. Le dossier est qualifié de très sensible aux yeux des hautes autorités du pays, sachant qu'il demeure le baromètre par excellence du climat de la paix sociale.

A en croire les promesses du président de la République s'agissant de l'amélioration du pouvoir d'achat de la population en général et des couches défavorisées en particulier, il y a de quoi se fier à des lendemains meilleurs. Certes, l'inflation galopante de ces dernières années a eu raison des bourses de beaucoup de ménages d'Algériens. *« Toutefois, cette conjoncture difficile n'a pas eu raison de la détermination de l'Etat à préserver son caractère social qualifié par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de conviction immuable »*, a soutenu le Premier ministre, Aïmen Benabderrahmane, lors de la récente présentation de la déclaration de politique générale du Gouvernement devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), citant, entre autres, les mesures prises visant le soutien au pouvoir d'achat du citoyen.

Tout porte à croire que le projet de la prochaine Loi de finances 2023 fera la part belle à la question du pouvoir d'achat du citoyen. Le dossier est qualifié de très sensible aux yeux des hautes autorités du pays, sachant qu'il demeure le baromètre par excellence du climat de la paix sociale. Il s'agira essentiellement pour les décideurs à travers la copie du projet de PLF 2023 de prendre en compte les spécificités de chaque catégorie de la population et d'adapter des mesures en conséquence selon les moyens financiers de l'Etat. Il est juste aussi que nos responsables, à quelque niveau que ce soit du pouvoir de l'Etat, font tout pour garantir en priorité la cohésion sociale en menant des actions vigoureuses, cohérentes et durables. Comment ? C'est une question pertinente. Du reste, nous avons laissé le soin aux spécialistes pour identifier les causes et les remèdes au phénomène de l'inflation qui, faut-il le rappeler, est le casse-tête de la plupart des dirigeants du monde entier même les plus nantis.

L'ancien argentier de l'Algérie, autrement dit le Premier ministre actuel, a insisté, pour sa part, sur le fait que *« l'inflation est importée »*. En témoigne l'anarchie et la pléthore des importateurs de marchandises destinées à la revente en l'état qui est la principale cause de cet état de fait. C'est pourquoi il a été procédé durant cette année à l'assainissement du fichier de l'importation qui est passé de 43.000 à 13.000 à la faveur d'une politique de *« régulation et de réduction des importations »*. Ainsi, il a été mis un terme aux tentatives de transfert illicite des devises à travers la surfacturation et la submersion du marché par des produits inutiles pour l'économie, a précisé le Premier ministre. De leur côté, certains économistes ont plutôt résumé la situation en jugeant les arguments du Premier ministre de très logiques concernant l'augmentation des prix des matières premières importées. Aussi, la tendance inflationniste est provoquée également par la dévaluation ou dépréciation du dinar.

Toutefois, la récente appréciation de la monnaie algérienne va certainement se traduire par un probable redressement du pouvoir d'achat des ménages qui est resté en berne plus longtemps que prévu. D'autres analystes évoquent le relèvement du niveau des salaires et une réduction des taux des impôts des fiches de paie des salariés, notamment les plus bas (IRG) ; des facteurs qui ont stimulé la consommation des ménages ce qui a favorisé l'inflation. En outre, il faut savoir qu'une hausse de l'inflation de +7,2% a été enregistrée fin 2021 contre +2,4% à fin 2020.

Selon le chef de l'Exécutif algérien, *« cette inflation est principalement tirée par les produits alimentaires (+10,1%) et les produits manufacturés (+6,3%) »*. D'après les chiffres de l'Office national des statistiques (ONS), l'inflation en Algérie s'est établie en juillet dernier à 9,4% sur un an, contre 9,2% en janvier.

Les promesses du président de la République

L'année 2023 sera imprégnée par la prise de nouvelles mesures dans l'intérêt de tous les citoyens, la plus importante étant l'augmentation des salaires, de l'allocation chômage et des pensions de retraite, à compter de janvier 2023.C'est la promesse faite par le président de la République. Le chef de l'Etat a rappelé à maintes sorties médiatiques que tous les efforts seront mobilisés en vue de relever les défis, préserver la dignité du citoyen et prendre en charge au mieux ses besoins, car ce dossier constitue, pour lui, une priorité. A ce propos, il a enjoint au Gouvernement de *« s'atteler à la révision des salaires des enseignants et du personnel paramédical, et d'entrer en contact avec leurs représentants pour réviser leurs statuts »*. Ces démarches s'inscrivent dans la continuité des mesures initiées en application de son engagement à défendre le pouvoir d'achat du citoyen. *« Nous sommes enviés pour les nombreux acquis jusque-là réalisés »*, comme l'exonération d'impôt des salaires égaux ou inférieurs à 30.000, la création de l'allocation chômage par laquelle l'Algérie s'est distinguée, entre autres réalisations accomplies dans le volet social, avait déclaré Tebboune lors d'une récente rencontre avec les walis à Alger.

Et pourtant, l'inflation n'a pas eu raison des vacanciers algériens en 2022 !

Les statistiques de la fréquentation des plages du littoral national et les nombreux témoignages des estivants confirment cette effervescence et cet engouement pour le tourisme domestique. Si Oran, Jijel et Boumerdès sont les 3 wilayas stars de cette année, car les plus visitées par les touristes, il n'en demeure pas moins que les autres ne sont pas en reste malgré quelques petits ratages qui ont fait leur apparition en début du lancement de la campagne estivale.

D'après des sources de la Direction générale de la Protection civile durant les mois de juillet et mi-août, les wilayas d'Oran, Boumerdès et Jijel ont été classées les trois premières du classement des arrivées de touristes. Ainsi, Oran El Bahia a occupé la première place avec près de 13 millions estivants, talonnée de Boumerdès avec 12.5 millions et en troisième position Jijel qui a comptabilisé près de 12 millions d'estivants. Il faut noter que ce sont des chiffres provisoires qui seront certainement revus à la hausse en clôture de la saison estivale. Cependant, particulièrement cet été, les vacanciers n'ont pas été gâtés du fait de la hausse des prix tous azimuts.

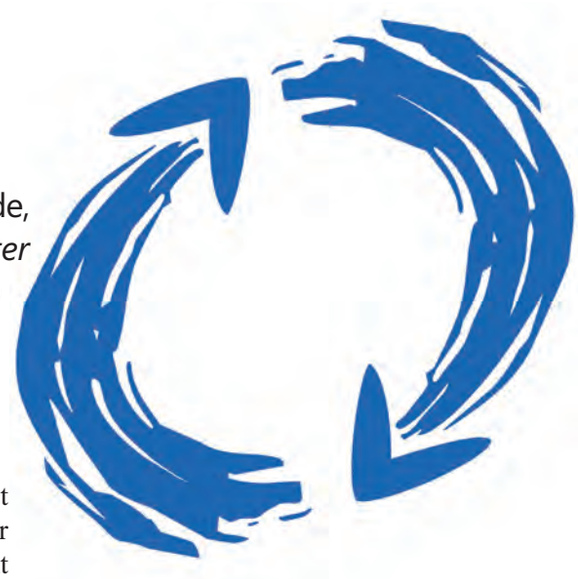
Néanmoins, l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat du citoyen lambda ne semblent pas avoir impacté le programme de ceux qui avaient planifié des vacances coûte que coûte. En ce qui concerne les prix de l'hébergement, les complexes et autres hôtels de la côte algérienne ont fait le plein avec des augmentations exagérées dans la mesure où les propriétaires des établissements hôteliers viennent de sortir d'une longue période de vaches maigres, Covid-19 oblige. Mais aux yeux des vacanciers, ces contraintes financières n'ont pas empêché les amateurs de vacances de prendre du plaisir durant la saison estivale■

R. K.

A la faveur d'importantes réformes et nouvelles lois

L'Algérie compte se repositionner

Nouvautés. A l'instar de nombreux pays à travers le monde, l'Algérie s'apprête, à partir de l'année prochaine, à *« acter solennellement le passage de son système budgétaire d'un budget de moyens à un budget axé sur les résultats, et de sa comptabilité publique d'une comptabilité de caisse à une comptabilité à trois dimensions »*.



Le Gouvernement enclenche la vitesse de croisière. Une après l'autre, d'importantes mesures et réformes, inédites pour certaines, sont engagées, avec à la clé une promesse de lendemains meilleurs. L'Algérie compte reprendre sa place sur le double plan : régional et international. Après une nouvelle loi sur l'investissement et les décisions qui l'ont accompagnée, dont celle – une première du genre – portant guichet unique avec des prérogatives élargies.

Les investisseurs étrangers comptent faire leur come-back sur le marché algérien. Des partenariats pour le moins solides s'annoncent, tandis que d'autres commencent à se concrétiser. Cette offensive, en offrant, d'une part, de meilleures conditions pour capter les IDE et, d'autre part, en décrochant des parts dans de nouveaux marchés, permettra à l'Algérie de bien négocier la phase décisive post-Covid-19. S'y ajoute la loi sur les hydrocarbures qui, entre autres, a permis d'ores et déjà au groupe Sonatrach de négocier les nouveaux prix du gaz algérien avec ses différents partenaires. Ce texte se veut un gage de souveraineté énergétique. D'autres réformes sont en cours et peuvent voir bientôt le jour. Il est question de la loi sur les assurances et celle portant crédit et monnaie. Ce n'est pas tout.

Le 1er janvier prochain verra l'entrée en vigueur de la loi organique relative aux lois de finances. Ça sera *« certainement une date mémorable pour les finances publiques algériennes dont les règles du jeu seront radicalement transformées, non seulement en matière budgétaire mais également dans le domaine comptable »*, affirme Nabil Cheurfa de l'Université de Paris 1. Cette double transformation institutionnelle simultanée, à nulle autre pareille, inscrira indéniablement l'Algérie dans le club très restreint des pays adoptant un budget axé sur les résultats appuyés par un système comptable en droits constatés.

A l'instar de nombreux pays à travers le monde, l'Algérie s'apprête, à partir de l'année prochaine, à *« acter solennellement le passage de son système budgétaire d'un budget de moyens à un budget axé sur les résultats, et de sa comptabilité publique d'une comptabilité de caisse à une comptabilité à trois dimensions »*. Initiée à partir de 2001 sous l'égide de la Banque mondiale, la réforme budgétaire et comptable algérienne est *« appelée elle-même à s'insérer dans ce mouvement international de réforme »*. Entraînant dans son sillage une *« véritable réorientation de l'épistémologie de la gestion publique »*, une réforme d'une telle ampleur, explique l'universitaire, *« ne saurait évidemment se réduire à un simple épiphénomène technique tant qu'elle est susceptible d'entraîner un changement profond des conceptions de l'État et de son rôle dans le cadre d'un projet de réforme global et cohérent »*.

Dans la même optique, la Cour des comptes vient d'annoncer qu'elle procédera d'ici 2025 à la certification des comptes de l'Etat. A cette kyrielle d'engagements, s'ajoute la détermination des pouvoirs publics à rejoindre les Brics, dont la Chine s'est déjà dite favorable à cette éventuelle adhésion. Un ciel bien clair s'annonce pour l'Algérie. Il suffit de bien traduire sur le terrain cette volonté politique affichée■

M. H.

HORECA
EXPO ALGÉRIE

16 - 19 Novembre 2022 | SAFEX (Pavillon Central) Alger

15ème Salon international des équipements et services pour l'hôtellerie, la restauration et les collectivités en Algérie.

Partenaires :

FNAT

ANART

ANDT

Algérie 360°

FNH

INHT

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DU TOURISME

Ens

CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية ـ الفرنسية

INTERNATIONAL L'ACTUEL

Le magazine de l'économie et du partenariat international

Réservez votre stand

Plus d'infos >

www.horecaexpodz.com | +213 (0) 23 06 75 99

EASYFAIRS ALGERIA

Visit the future

Gouvernance des entreprises publiques

Vision de l'intérieur

Performance. *« La bonne gouvernance et le développement durable sont indivisibles. De l'Amérique latine à l'Asie, en passant par l'Afrique, tous nos efforts, toutes nos expériences le montrent. Sans bonne gouvernance, sans Etat de droit, sans administration prévisible, sans pouvoir légitime et sans une réglementation adaptée, les financements et les dons les plus abondants ne sauraient assurer la prospérité »*, dixit Kofi Annan (secrétaire général des Nations unies 1997-2006).

Par Mohamed Rachid Cheriti

Nul ne peut nier que les entreprises publiques sont l'épine dorsale de l'économie nationale, et nul ne peut ignorer qu'elles sont avant tout les instruments d'exécution des politiques de l'Etat qui les contrôlent à travers leur rôle dans le développement des petites et moyennes entreprises, d'une part, et la conservation de l'équilibre économique et social du pays, d'autre part. D'ailleurs, elles restent le point fort du trépied qui supplée tant aux faiblesses du capital privé local qu'aux déviations possibles des multinationales. En revanche, la question de gouvernance de ces entreprises se pose avec acuité ces dernières années, dans la mesure où le résultat des activités de telle ou telle entreprise se détermine selon la qualité de gouvernance et de gestion appliquée et les conditions de son environnement.

Les turbulences vécues par les entreprises publiques

Dans cette optique, dès leur naissance après l'Indépendance, les entreprises publiques algériennes, notamment les entreprises des infrastructures stratégiques et monopolistes, connurent de nombreuses réformes et étaient également soumises souvent à des tâches, missions et activités de service public. Actuellement, ces entreprises vivent dans un environnement national et international de plus en plus ouvert et turbulent. Elles sont parfois censées assumer des responsabilités et des obligations spéciales à des fins de politique sociale et publique. Cela comprend, cependant, une réglementation des prix auxquels les entreprises publiques doivent vendre leurs produits ou services. Cependant, ces entreprises sont devenues un boulet pour le budget

de l'Etat à cause des différents déficits financiers, et cela ne peut être justifié que par la mal gouvernance. Selon le rapport du FMI, les dettes des entreprises publiques et étatiques algériennes ont dépassé les 42 milliards de dollars depuis la fin 2020, représentant 29% du PIB à la fin de 2020. Les deux tiers environ de cette dette, qui représente un véritable fardeau empêchant le pays de se développer et de se stabiliser financièrement, sont garantis par l'Etat, et les entreprises publiques doivent recevoir régulièrement une aide publique. Déjà selon le rapport du groupe de la Banque mondiale établi l'automne 2021, en juillet 2021, les autorités algériennes ont lancé un vaste programme de rachat de créances d'une valeur excédant les 15,3 milliards de dollars, rachetant les dettes des entreprises publiques en difficulté envers les banques publiques, en échange d'obligations du Trésor.

La gouvernance comme vecteur de performance des entreprises publiques

La norme ISO 26000 définit la gouvernance comme suit : *« La gouvernance de l'organisation est le système par lequel une organisation prend des décisions et les applique en vue d'atteindre ses objectifs. La gouvernance de l'organisation peut comprendre à la fois des mécanismes formels de gouvernance reposant sur des processus et des structures définis et des mécanismes informels, émergeant en fonction des valeurs et de la culture de l'organisation, souvent sous l'influence des personnes qui dirigent l'organisation. [...]. Ces systèmes sont dirigés par une personne ou par un groupe de personnes (propriétaires, membres, mandataires sociaux ou autres) détenant le pouvoir et ayant la responsabilité d'atteindre les objectifs de l'organisation. »*

La gouvernance des entreprises publiques, qui est un concept d'actualité et récent en Algérie, est un système par lequel les entreprises sont dirigées et contrôlées. C'est un mécanisme de contrôle et de régularisation pour effectuer le levier de la performance et rationaliser le processus décisionnel. Dans l'entreprise à but lucratif, l'objectif est l'entreprise elle-même, sa performance économique et sociale dont il résultera tout un système d'objectifs, à partir de la satisfaction de clients solvables par des produits ou des services de qualité jusqu'à l'atteinte des bénéfices financiers. Sachant que la gouvernance des entreprises est une science moderne, elle n'est plus considérée traditionnelle et aléatoire comme l'était auparavant. Elle utilise des paramètres de performance et d'efficience mesurables, avec l'adhésion à des objectifs communs partagés. Au contraire, la mal gouvernance est pointée du doigt dans la majorité des entreprises publiques algériennes comme cause directe des résultats financiers et stratégiques négatifs.

Sans motivation pécuniaire et sans pouvoirs de gestion réels, les cadres dirigeants et les managers des EPE ne s'aventurent presque jamais à prendre des risques managériaux. Ils savent qu'ils n'ont rien à y gagner en cas de réussite, mais au cas où leurs initiatives venaient à échouer, c'est eux qu'on incrimine. En guise de cette conjoncture, l'adoption d'une approche en matière économique relative à la décriminalisation des

actes de gestion est considérée comme un atout pour les gestionnaires afin de les encourager à prendre des décisions, mais en évidence, malheureusement, le défaut c'est que certains managers, et non pas tous, sont dépourvus de compétences et non une peur de poursuites. Ces incompétents préfèrent gérer les statu quo et laisser les situations en l'état pour ne pas se casser la tête. Pour corriger cette mal gouvernance, certains managers ont recommandé le recours à des chartes de bonne gouvernance (code d'éthique, code de bonne conduite), qui est une déclaration officielle des valeurs et des pratiques, dont l'organisation s'engage à observer ces normes et à les faire observer par ses éventuels partenaires. Ces codes sont basés sur des principes de gestion conformes à l'éthique et à la transparence au sein de leurs entreprises. Cette éthique dans l'entreprise est relative, et ses règles sont, en effet, établies par chaque organisation en fonction de sa culture, de ses objectifs spécifiques et des moyens mis en œuvre avant d'être écrites et rendues publiques.

La gestion du capital humain

Le capital humain est l'un des éléments essentiels du management. Il est l'un des premiers postes comptables des charges dans une entreprise. L'analyse de la performance économique des entreprises dépend de plusieurs critères et donne un aperçu sur leur état de santé et leurs coûts opérationnels. Parmi ces critères apparaisse le coût du personnel ou la masse salariale qui ne peut excéder la moitié du chiffre d'affaires dans la plupart des cas stables. Et c'est celle-ci qui conduit dans la plupart des entreprises à la restructuration, la privatisation ou la faillite.

Un sureffectif avec à la clé une inefficacité des gestions et des surcoûts à faire supporter par le contribuable. Cet aspect est dommageable à la bonne gestion publique et rend le secteur public moribond et loin de la modernité et de l'efficacité.

Par exemple une unité ou un centre du secteur privé géré par moins de personnel, avec les mêmes services et les mêmes tâches réalise un rendement et des bénéfices mieux que son homologue dans une entreprise publique. De ce fait, la gestion efficace du capital humain est un levier essentiel pour le succès et la performance d'une entreprise. Employer une main-d'œuvre compétente est impératif pour se débarrasser des mentalités vétustes qui traînent depuis longtemps. Le rapprochement des incompétents aux postes clés ou de responsabilité est désormais désavantageux. Par ailleurs, la majeure partie des EPE enregistre des sureffectifs par rapport aux besoins, alourdissant ainsi les coûts de fonctionnement et favorisant le gaspillage, le népotisme et perpétuant les déséquilibres financiers de l'entreprise.

Recours au système de management ISO

Devant la mal gouvernance qui a entaché la plupart des entreprises publiques, les dirigeants de ces dernières font recours aux différents systèmes de management ISO. Les demandes de certification ou de normalisation auprès d'organismes agréés sont faites par les entreprises qui souhaitent avoir un atout supplémentaire face à la concurrence ou encore mettre leurs clients en confiance, employer les méthodes de management pour mener à bien la protection d'un produit ou d'un service, et en plus améliorer le management traditionnel de ces entreprises. En sus des ailes à la certification à travers le programme de normalisation et la loi de modernisation des entreprises publiques, un accès, d'une part, à l'aide de l'Etat, allant jusqu'à 50% des frais, et, d'autre part, encourager la certification qui n'est pas connue de plusieurs de nos opérateurs.

La certification est une procédure par laquelle un organisme agréé et extérieur à une entreprise garantit qu'un produit, un service, un système d'organisation ou un processus répond aux exigences d'une norme, en plus elle aide à corriger un peu les fautes de mal gouvernance et contribue à la bonne gouvernance, mais malheureusement en réalité, le but a échoué, et la certification n'est qu'un label dans la plupart des cas. En fait, la question qui se pose alors est de savoir dans quelle mesure la certification peut permettre à une organisation d'atteindre des objectifs d'efficacité et sous quelles conditions, et quelle est la relation entre la certification et la performance d'une organisation quelconque.

Cependant, plusieurs études ont abordé ce sujet comparant les entreprises certifiées avec celles non certifiées, dont les résultats sont contradictoires. Les uns montrent qu'il n'y a aucune différence sur la performance opérationnelle entre les deux groupes, d'autres observent une efficacité et efficience dans une gamme des entreprises étudiées après la certification qui permet une meilleure compréhension par les employés et une bonne communication entre eux aussi, ainsi qu'une meilleure maîtrise par les managers de ces processus. Des études réalisées spécifiquement sur la certification ISO 9001 ont donné trois résultats. Le premier est que la majorité affirme qu'une relation positive existe entre cette certification et la performance.

Un autre groupe de chercheurs n'a pas trouvé suffisamment de preuves pour appuyer une telle relation. Alors que le troisième résultat obtenu par

d'autres chercheurs a montré que la présence ou l'absence de la norme ISO 9001 n'est pas un indicateur fiable de la performance ou de la qualité. En outre, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) a fait élaborer et publier le 14 septembre 2021 la première norme internationale sur la gouvernance des organismes inspirée des meilleures pratiques qui existent à travers le monde appelé ISO 37000. Cette norme fournit des recommandations relatives à la gouvernance des organismes, les principes ainsi que les aspects clés des pratiques pour guider les parties prenantes sur la manière d'assumer leurs responsabilités afin que les organismes qu'ils dirigent permettent de réaliser leurs objectifs. Il est également destiné aux parties impliquées dans l'organisme et sa gouvernance, ou impactées par ceux-ci. Il est applicable à tous les organismes, quels que soient leur type, leur taille, leur situation géographique, leur structure organisationnelle ou leur finalité. Ceci est un autre moyen d'aide et de secours afin d'hisser à une bonne gouvernance au profit de ces entreprises défaillantes.

La transformation digitale, un défi supplémentaire

A l'heure actuelle, la transformation digitale s'impose comme un impératif pour les entreprises contraintes de répondre aux pressions de leurs environnements national et international, aux exigences internes des salariés en matière d'adaptabilité des outils de travail et aux nouvelles normes de modernité et de performance amenées par une culture digitale. La digitalisation une fois instaurée dans les différents processus de l'entreprise donne une grande transparence à l'acte administratif et conduit logiquement à une bonne gouvernance. Par contre, cette culture managériale digitale nécessite une acceptation et une appropriation par les salariés de ces systèmes d'information mis à leur service pour faire évoluer leurs pratiques de travail dans la lignée de la stratégie digitale de leur entreprise. En revanche, la robotisation des systèmes administratifs implique automatiquement un surplus d'effectifs, ce qui provoque des actions obligatoires de délaisser un nombre d'effectifs, engendrant ainsi un taux important de chômage. Les entreprises qui ont développé quelques logiciels de gestion ont réduit à un degré suffisant les tâches traditionnelles ainsi que la durée d'exécution de certaines opérations financières et administratives.

Recommandations

La bonne gouvernance est devenue un défi qui s'impose devant la réalité sociopolitique en Algérie et à travers le monde entier. Elle contribuerait à gérer au mieux les entreprises publiques de façon efficace, et contribuerait en plus à la performance et au développement, et ceci nécessite une analyse assez approfondie sur cette question, à travers la pratique de la gestion qui implique la maîtrise d'un certain nombre de techniques, mais requiert aussi une bonne compréhension des organisations auxquelles on les applique. D'une manière générale, la performance est un résultat chiffré obtenu dans le cadre d'une compétition au niveau d'une entreprise. Elle est aussi le résultat d'une bonne gouvernance, elle exprime le degré d'accomplissement des objectifs poursuivis.

Une entreprise performante doit être à la fois efficace et efficiente. Elle est efficace lorsqu'elle atteint les objectifs qu'elle s'est fixés et est efficiente lorsqu'elle minimise les moyens mis en œuvre pour atteindre ces derniers. L'efficacité de l'entreprise doit, certes, être encadrée par la loi, mais elle doit aussi être prolongée par l'éthique et la responsabilité sociale au sein d'un système de gouvernance dont la finalité est le bien commun. Il faudrait, donc, pour un pays comme l'Algérie ayant sa propre culture de trouver un modèle de gestion basé sur des connaissances au sein des entreprises et pouvoir, par conséquent, réussir son insertion dans une économie fondée sur le managérat moderne et avec des techniques appropriées à chaque secteur de l'industrie.

L'entreprise publique algérienne est appelée aujourd'hui à orienter son activité d'ensemble et à se doter de moyens nécessaires à son insertion dans l'économie internationale. Par conséquent, la gestion des entreprises publiques doit être confiée à des tops managers même étrangers qui réalisent des performances exceptionnelles, et avec des objectifs mesurables, clairs et précis. En outre, les connaissances et les compétences ont une place privilégiée dans l'entreprise, en sus du travail humain qui est un actif spécifique. Il ne peut être traité comme un facteur de production passif qu'il suffit d'acheter sur le marché.

Interview avec Dr Ferhane, expert en management, consultant formateur et directeur de l'académie Evidencia

« Digitalisation des entreprises, s'adapter ou disparaître »

Force est de constater que la transformation digitale des entreprises est devenue essentielle pour assurer la pérennité de leurs activités. En référence à un certain nombre d'études et d'enquêtes réalisées ces dernières années pour diagnostiquer le niveau de perfectionnement des entreprises algériennes dans le domaine de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, il s'avère que les conclusions sont très mitigées.

20% d'entre elles disposent d'outils informatiques performants, 15% ont leur propre site Internet et 50% ne disposent pas de systèmes comptables adéquats. Dans ce contexte, le Centre de développement économique appliqué (Cread) a souligné que l'utilisation des TIC par les PME est restreinte et limitée à l'accès aux outils informatiques.

Dans un entretien qu'il nous a accordé, l'expert en management et consultant formateur, le Dr Ferhane, également directeur de l'académie Evidencia, a accepté de nous apporter son précieux éclairage sur le sujet.

L'ACTUEL : En 2020, en pleine crise sanitaire, vous aviez mené une enquête sur l'impact économique du coronavirus sur les entreprises algériennes laquelle a révélé, chiffres à l'appui, les difficultés auxquelles devra faire face le Gouvernement pour sauver l'outil numérique et l'économie nationale. Selon vous, dans ce sens, pensez-vous que les leçons ont été bien retenues ?

Dr Ferhane : Effectivement, notre enquête en 2020, toujours la seule à ce jour qui a abordé le sujet de l'impact de la Covid-19 sur les entreprises algériennes, a révélé l'ampleur de la crise sanitaire dès son apparition sur principalement les petites et moyennes entreprises, avec des conséquences parfois dramatiques, soit la fermeture et la faillite d'entreprises n'ayant pas de trésorerie pour faire face aux impératifs des paiements des salaires et la non-préparation pour passer au mode de télétravail, méconnu ou peu utilisé avant la Covid-19. Quant aux mesures décidées par le Gouvernement en août 2020 suite à une réunion multilatérale avec certains représentants d'entreprises, elles ont été salutaires et nécessaires pour sauver les emplois et l'appareil productif. On citera parmi ces mesures le report des paiements des dettes parafiscales, le soutien direct aux employés vulnérables par le versement de revenus et le report d'échéances de crédits bancaires. Cette crise sanitaire a permis surtout la sensibilisation des entreprises, toutes tailles ou secteurs confondus, de mettre le doigt sur l'impératif de la digitalisation par une meilleure prise en charge des défis d'équipements, de formation du personnel et d'implémentation de logiciels.

Selon les informations que nous avons recueillies concernant le processus de digitalisation des entreprises en Algérie, il s'avère qu'il existe deux catégories dans ce cas : celles qui ne cessent d'évoluer dans le perfectionnement de la digitalisation et celles qui avancent à pas de tortue ; quel est votre commentaire ?

Dans le cadre de ma thèse de doctorat, j'avais mené une enquête en 2017 sur le niveau de maturité digitale des entreprises algériennes. Il en est ressorti comme résultat, l'émergence de deux segments. Premièrement, le segment des entreprises à maturité digitale développée, qui sont des entreprises innovantes et collaboratives, intégrant le management stratégique et avec une grande capacité de réaction aux tendances digitales et qui considèrent ces dernières comme sources d'avantage concurrentiel.

Deuxième segment : entreprises à maturité digitale faible, qui ne considèrent pas le digital comme une priorité immédiate pour cause de manque de vision stratégique et de compétences, même si elles estiment que le numérique perturbe leur secteur. Finalement, ce sont les entreprises du deuxième segment qui ont subi de plein fouet les conséquences de la crise sanitaire, car n'étant pas préparées.

Quels sont les effets du marketing digital sur la performance des entreprises algériennes tous secteurs confondus ?

Le marketing digital s'est imposé comme une nouvelle pratique marketing au niveau mondial, s'affranchissant même du marketing traditionnel. La puissance technologique a permis l'apparition de nouveaux canaux de distribution et de communication digitaux permettant de toucher à moindre coût des millions de consommateurs qui sont présents quotidiennement sur les réseaux sociaux.

Notre étude de 2018 a confirmé les mêmes résultats des études antérieures, à savoir que dans un contexte algérien, nos entreprises, pour peu qu'elles maîtrisent le marketing digital, par l'allocation de ressources et de compétences, gagneraient en performance marketing, traduite par l'augmentation du chiffre d'affaires, l'acquisition de nouveaux clients et la fidélisation de la clientèle existante. Cependant, la mutation vers le

marketing digital nécessite d'abord la maîtrise des fondamentaux du marketing traditionnel. La démarche et les objectifs sont les mêmes. Par contre, cela nécessite de la formation et de l'accompagnement par des experts métiers qui sont des praticiens.

Estimez-vous que les entreprises nationales ont les compétences et les capacités indispensables pour réussir leur transformation numérique ? Sinon, quelles sont les démarches à entreprendre pour accéder à cet objectif ?

Les compétences et les capacités s'acquièrent, s'implémentent et se développent. Première compétence est de l'ordre de la stratégie d'entreprise, activité et fonction primordiale pour le management de toute entreprise et que beaucoup d'entreprises algériennes omettent volontairement par incompétence ou ordre de priorité, car souvent les managers sont absorbés par l'opérationnel. A ce sujet, nous avons mené en 2022 une enquête auprès de 150 dirigeants d'entreprises, dont nous publierons les résultats prochainement, qui a fait ressortir que les 3/4 des répondants n'ont pas de stratégie d'entreprise clairement définie. Cela explique le retard en matière de digitalisation, car cette dernière est une déclinaison de la stratégie d'entreprise. Viendront ensuite le développement de la capacité de l'entreprise à innover et à collaborer en interne et en externe. Nous proposons à nos clients une démarche pour la réussite de la transformation digitale qui repose sur une méthodologie approuvée par l'un des plus grands cabinets de conseil au monde, à savoir un processus de transformation digitale qui prend en compte comment commencer, manager et générer un développement durable de leurs transformations digitales, en tirant profit de la 4G, avec la collaboration ou l'intégration de jeunes start-up.

En Algérie, il y a ceux qui sont à la page et ceux qui traînent la patte dans tous les secteurs d'activités. Dans ce cadre, y a-t-il un fossé entre les entreprises publiques et privées en matière de taux de pénétration de l'outil numérique ?

Les technologies digitales se diffusent rapidement parmi les entreprises de tous secteurs confondus, qu'il s'agisse pour elles de proposer des produits numériques et des services en ligne ou d'adopter des procédés de fabrication automatisés. Nos entreprises en Algérie, qu'elles soient publiques ou privées, vivent actuellement *« une fracture numérique »*, où le consommateur est plus équipé et ouvert au digital que l'organisation rigide des entreprises, accusant un déficit de compétences numériques, manque de vision des dirigeants et une marge de manœuvre financière étroite. Nos entreprises n'ont pas d'autres choix que d'adopter le digital comme source de compétitivité si elles veulent être performantes et même continuer d'exister pour certaines d'entre elles.

L'heure est à la transformation digitale tous azimuts. En tant que directeur général d'Evidencia Business Academy, quel est l'intérêt des chefs d'entreprises à donner une grande importance à la formation et la sécurité dans le domaine de la digitalisation en investissant dans la qualité des ressources humaines ?

Seules les entreprises qui sauront réussir leur transformation digitale auront la capacité d'améliorer leurs produits, services et gestion organisationnelle, ce qui pourrait leur procurer indéniablement des avantages concurrentiels pour survivre dans une économie de plus en plus impactée par la digitalisation et la globalisation. Nos entreprises algériennes ne sont pas en reste de cela et n'auront pas d'autres choix que de se mettre à niveau par la formation et l'accompagnement. Ce que je constate sur le terrain auprès de certaines grandes et moyennes entreprises, l'absence des bonnes pratiques du management moderne, traduit par peu ou pas du tout de formation – pourtant la loi leur impose de justifier l'effort de formation à travers la taxe de formation –. Elles savent apprécier ce qui est investissement matériel, par contre tout ce qui est investissement immatériel en management de la connaissance, progiciel de gestion, elles ont du mal à les prioriser et débloquer des budgets.

Comme je l'ai dit auparavant, c'est l'absence de vision stratégique, traduite par une stratégie claire et définie, dont en découlera des stratégies en matière de développement des ressources humaines et de transformation digitale. Pour conclure, je vous dirais que pour apprécier la qualité du management d'une entreprise, posez deux questions :

1/Avez-vous une stratégie d'entreprise écrite et formalisée, ainsi que diffusée et partagée avec l'ensemble de vos collaborateurs ?

2/Combien est votre budget de formation et quelles compétences managériales voulez-vous inculquer à vos managers à court et moyen termes ?

La réponse à ces deux questions vous en diront long sur la pérennité de l'entreprise■

Entretien réalisé par Ahmed Abdessemed

SUIVEZ LE FIL DE L'ACTUALITÉ

...lisez juste l'essentiel

www.lactuel.dz

Loi de Finances 2023

Entre maintien des équilibres budgétaires et nécessité d'aller de l'avant

Dynamisation. Le projet de Loi de Finances 2023 (PLF 2023) était en ce début du mois sur la table du Conseil des ministres, dans le cadre d'une session extraordinaire consacrée à son étude. Le texte de loi devra concilier entre deux orientations économiques souvent antinomiques : maintenir l'équilibre budgétaire après la crise liée à la Covid-19 et l'impératif d'amorcer une vraie relance économique et industrielle et soutenir les efforts fournis en 2022. L'atout principal de la stratégie algérienne sera un baril de pétrole supérieur à 90 dollars depuis plusieurs mois.

L'avenir de la prochaine Loi de finances se jouait déjà le 9 octobre dernier. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, présidait une réunion extraordinaire du Conseil des ministres, consacrée au PLF 2023. Le chef de l'État a donné des orientations claires concernant l'esprit et l'âme de ce texte, qui devra sans aucun doute s'inscrire dans la continuité des efforts consentis pour ramener la croissance à un niveau d'avant-crise Covid, tout en veillant à préserver la cohésion sociale.

Et pour cause, l'Algérie s'est, d'une part, fixée de nouveaux objectifs économiques pour les années à venir, qu'il convient d'en mesurer la portée en calculant le coût des investissements à consentir pour les atteindre. A la tête de ces préoccupations figurent la sécurité alimentaire et la promotion des exportations hors-hydrocarbues, conjuguées aux efforts de relance de l'industrie et des PME, la réforme du système des subventions qui pèse sur les finances publiques, la réduction drastique des importations, notamment dans le secteur des céréales et le segment des intrants, mais également la transition énergétique à moyen et long termes.

D'autre part, la réalité macro-économique marquée par une inflation incontrôlée (le taux d'inflation ressenti dépasse les 7%) et un pouvoir d'achat en constante érosion du fait de la hausse des prix dans plusieurs postes de dépenses dominent le paysage des marchés et plombe le commerce, affectant par la même occasion le rendement économique et les revenus fiscaux de l'État. A ce titre, les grands arbitrages dans les dépenses publiques seront globalement maintenus, y compris dans le volet social, en allouant des montants importants aux transferts sociaux.

C'est ainsi que parmi les orientations phares données en Conseil des ministres après l'exposé fait au chef de l'Etat par le ministre des Finances, l'on retiendra d'abord le dossier du pouvoir d'achat. Le président a mis en avant le rôle du Gouvernement dans la garantie de la disponibilité et de la stabilité des produits alimentaires, notamment ceux subventionnés, tout en luttant contre la spéculation sous toutes ses formes et ce, dans un contexte marqué par quelques épisodes de pénuries ayant touché certains produits de première nécessité comme l'huile de table ou la semoule.

Le volet fiscal a fait l'objet d'une série de mesures, censées paver le chemin à l'instauration de l'Impôt sur la fortune (ISF), et à leur tête l'instruction de poursuivre la modernisation et la numérisation de tous les secteurs, pour que les indicateurs de fonctionnement et d'équipement soient précis et répondent aux exigences du développement national. Ce point s'articule sur un autre tout aussi important, en l'occurrence la numérisation totale de tous les secteurs en 2023, en accordant un intérêt particulier à l'accélération de la digitalisation du secteur fiscal et des biens appartenant à des individus dans tous les domaines pour recenser la fortune, au lieu d'une politique fiscale ne ciblant que les petits fonctionnaires et travailleurs.

Le PLF 2023 traduit la volonté du Gouvernement d'asseoir une meilleure visibilité de la politique budgétaire. Il prévoit une série de mesures, au plan fiscal notamment, dans le but de consolider l'investissement productif et les recettes budgétaires. Le budget 2023 devrait, donc, permettre de consolider les bases d'une économie résiliente, booster l'économie et la placer sur une trajectoire de croissance plus vigoureuse et plus inclusive, avec pour principal défi le renforcement du tissu industriel, notamment en ce qui concerne les activités de transformation et de valorisation de la production nationale.

Par ailleurs, il a été convenu de libérer la mesure permettant aux citoyens d'importer des véhicules d'occasion, dit moins de trois ans, après qu'une bulle spéculative ait pris d'assaut le marché des voitures d'occasion, en l'absence de véhicules neufs depuis quelques années déjà. Cette situation a, faut-il le rappeler, déstabilisé le niveau de l'offre et de la demande et permis aux spéculateurs de pousser les prix vers des plafonds jamais atteints dans l'histoire du pays.

Le PLF 2023 prévoit également d'autoriser les constructeurs automobiles étrangers à importer des véhicules pour les vendre en Algérie, parallèlement au suivi méticuleux et continu du processus de lancement d'une véritable industrie automobile en Algérie, dans les plus brefs délais. Il faudra , par ailleurs, présenter le cahier des charges relatif aux concessionnaires automobiles lors du prochain Conseil des ministres pour en arrêter le contenu avant la fin 2022.

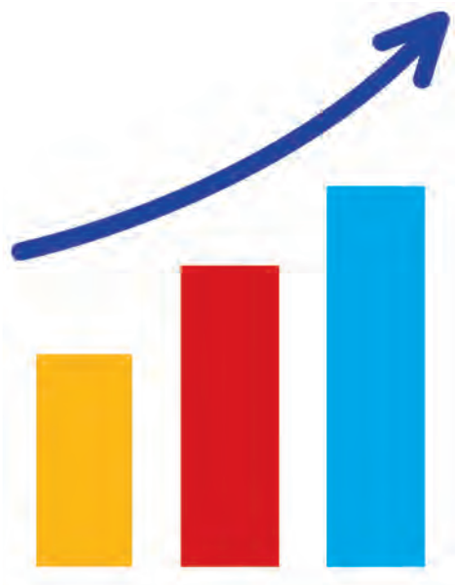
La question de l'emploi était également à l'ordre du jour. Les aspirations de la jeunesse algérienne à pouvoir vivre du fruit de leurs études et formations devront être traduites en actions concrètes en vue de créer davantage de postes d'emploi et tirer les salaires vers le haut■

B. K.

Bon positionnement conjoncturel du dinar

A la recherche d'une performance durable

Dénouement ? La dégringolade du dinar remonte à 2014, suite à l'effondrement des prix du pétrole. Entre 2014 et 2018, sa valeur avait chuté de 50%. Des mesures avaient été prises par la Banque d'Algérie, mais elles n'ont pas évité au dinar de reculer de 20% par rapport au dollar.



La monnaie nationale, après avoir longuement connu une dévaluation inquiétante et une traversée du désert, semble quitter la zone rouge. Dans les cotations de la Banque d'Algérie, le dinar a gagné des points face au billet vert et à la monnaie européenne. Cette dernière a même évolué au-dessous de la barre des 140 dinars. Situation conjoncturelle ? Résultat d'une politique monétaire efficace ? Les questions se posent.

L'égalité euro-dollar, commente Souhil Meddah, expert financier, *« aboutit naturellement sur une stabilité momentanée du dinar, mais peut, entre autres, basculer vers une orientation haussière ou baissière si on remarque le croisement des deux monnaies par rapport à la cotation du dinar ces derniers temps »*. A ses yeux, cette appréciation de la parité du dinar, qui demeure pour l'instant conjoncturelle, ne doit pas dépasser les limites de sa compétitivité, car elle doit ensuite aboutir sur des conditions structurelles favorables au lancement d'une succession de modèles de croissance chargée de créer et de distribuer des revenus pour passer ensuite vers les offres, à travers un tissu industriel et de services fort et performant . Pour Ziad Mohamed, de l'Université de Mascara, *« le contrôle d'une manière plus rigide de la norme de référence du dinar par rapport aux principales devises devrait être sérieusement envisagé dans une période transitoire dont il faut introduire bien une dose de flexibilité entre les deux devises (dollar et euro) et de libéraliser les mouvements de capitaux dans une démarche progressive »*.

Quant à Brahim Guendouzi, économiste, *« l'ajustement du taux de change permet justement d'agir aussi bien sur la hausse du niveau des recettes budgétaires grâce à la fiscalité pétrolière ainsi que la fiscalité douanière, mais aussi sur la baisse du niveau des importations, en rendant les produits et services importés plus chers »*, explique-t-il. Pour sa part, Zidat Rafika, de l'Université de Béjaïa, elle recommande *« une plus grande flexibilité du taux de change, grâce à des modèles quantitatifs qui s'appuient sur des indicateurs économiques qui ont un impact direct sur lui et s'éloignent autant que possible des décisions administratives pour déterminer le taux de change »*.

Notons que c'est au début septembre écoulé que les indicateurs du regain de santé du dinar face aux deux principales monnaies de référence ont commencé à se profiler. La valeur du dinar a ainsi enregistré une augmentation de 12,5% par rapport à 2021. La dégringolade du dinar remonte à 2014, suite à l'effondrement des prix du pétrole. Entre 2014 et 2018, sa valeur avait chuté de 50%. Des mesures avaint été prises par la Banque d'Algérie, mais elles n'ont pas évité au dinar de reculer de 20% par rapport au dollar.

Face à la pandémie de la Covid-19, la Banque d'Algérie avait établi un programme spécial de refinancement monétaire de 2.100 milliards de dinars destiné à la relance économique. Le cours du dinar a été ajusté par la Banque d'Algérie en réaction à la détérioration des équilibres financiers du pays tant internes qu'externes■

H. M.

Sous le haut patronage de monsieur le Wali de la Wilaya de Annaba
Mois de sensibilisation au cancer du sein

octobre rose

6ème édition

CANCER DU SEIN

Parlons-en...

DU 1er AU 31 OCTOBRE 2022

LA BONOISE

Course à pied
01 Octobre 2022
Départ à 09h00
Cours de la révolution
500 DA

LES OLYMPIADES

14 Octobre 2022
à partir de 10h00
Bouna Beach Club
500 DA

ZUMBAthon

22 Octobre 2022
à partir 14h00
à l'hotel Sabri
1000 DA

GALA PHILANTROPIA ROSE

DINER GALA

31 Octobre 2022
à partir de 20h00
à l'hotel Sabri
Animé par : Wahab Djazouli
3 000 DA

ALISC
Association de Lutte Internationale & de Soutien aux Cancéreux
جمعية المكافحة الدائمة و المساندة لمرضى السرطان

INFOLINE : 0557 172 854

Bancarisation de la population

Une affaire de marketing bancaire

Adaptation. Force est de constater que nous sommes en présence permanente de facteurs qui bloquent, selon des degrés différents, le développement de la bancarisation, dont principalement, et c'est un ennemi redoutable, le secteur informel.

La bancarisation représente le pourcentage d'une population qui a accès aux services bancaires, c'est aussi un important indice appelé taux de bancarisation qui met en évidence le niveau de développement d'un pays. Force est de constater que dans ce domaine, la gestion bancaire en Algérie a connu un bond qualificatif indéniable, en passant d'une étape où le système bancaire était réglementé et planifié par l'Etat à un autre système plus libéral, notamment après la promulgation de la loi relative à la monnaie. Cependant, les diverses actions opérées par les pouvoirs publics dans le cadre d'une modernisation des instruments de paiement, grâce à l'introduction de la digitalisation des banques et un meilleur fonctionnement des services relationnels, commerciaux et marketing ne sont pas venues des défaillances liées à la non-bancarisation. Du coup, ces dernières doivent être détectées et corrigées.

Quid de la bancarisation en Algérie ?

Néanmoins, la gymnastique des responsables financiers n'a pas eu raison des réticences et des entraves qui empêchent l'émergence d'une bancarisation de la population selon les normes internationales. Si l'on se réfère aux discours officiels des pouvoirs publics en matière d'efforts consentis pour rendre le système financier et bancaire toujours plus performant et répondant aux attentes de la population, il n'en demeure pas moins que sur le terrain, il existe un

certain décalage entre la parole et l'acte. Force est de constater que nous sommes en présence permanente de facteurs qui bloquent, selon des degrés différents, le développement de la bancarisation, dont principalement, est c'est un ennemi redoutable, le secteur informel.

A signaler que l'article 114 de la Loi de finances 2022, qui propose d'instituer une amnistie fiscale pour les personnes morales et physiques exerçant des activités non déclarées en contrepartie d'une reconversion dans le secteur formel, reste jusqu'ici sans suite. *« Les personnes physiques et morales non identifiées auprès des services fiscaux, exerçant des activités d'achat-revente, de production, de travaux ou de services, non déclarées, qui se présentent spontanément, au plus tard le 31 décembre 2022, pour s'identifier ne sont pas passibles de sanctions fiscales, sous réserve que l'accomplissement de la formalité d'identification spontanée intervienne avant l'enclenchement d'une opération de contrôle fiscal »*, lit-on dans l'article 114 de la Loi de finances 2022.

En outre, d'autres causes sont aussi pointées du doigt telles que la réticence du citoyen à ouvrir un compte bancaire pour des raisons de confiance, de culture voire de religion, le déséquilibre constaté dans la dissémination des agences bancaires à travers le pays et dans une moindre proportion la question du taux d'alphabétisation. Pour mesurer ces défauts de bancarisation, les spécialistes estiment qu'il demeure faible comparativement aux autres pays du Maghreb, à l'image de la Tunisie où il existe un guichet pour 6.000 habitants, alors qu'en Algérie il s'établit à 25.000 habitants. Celui-ci est éloigné des standards mondiaux en la matière, à savoir une agence pour 10.000 habitants.

La finance islamique pour relever le taux de bancarisation

C'est le cas de le dire, selon le Premier ministre, Aïmene Benabderrahamane, qui a révélé récemment que les dépôts bancaires relevant de la finance islamique ont enregistré une hausse de 122% en huit mois, passant de 22 milliards de dinars fin décembre 2021 à 49 milliards DA à la fin d'août 2022, soit 27 milliards de dinars. Lors de sa présentation de la déclaration de politique générale du Gouvernement devant les membres de l'APN, le Premier ministre a précisé que le nombre de comptes bancaires relevant de la finance islamique s'est élevé, à fin août 2022, à plus de 66.000 comptes, soit une hausse annuelle de 152%. Aussi, il a fait savoir dans ce même sens que le nombre de comptes ouverts dans le cadre de la finance islamique était passé de 26.209 fin août 2021 à 66.217 à la fin août 2022, alors que 294 guichets de finance islamique ont été ouverts auprès des banques publiques.

D'après le Premier ministre, ces chiffres s'inscrivent dans le sillage du *« saut qualitatif notable »* enregistré en matière de promotion de la finance islamique et du renforcement de l'inclusion financière. Par ailleurs, le dernier bilan du Gouvernement souligne une augmentation du nombre d'agences bancaires publiques et privées, passant de 1.646 agences en août 2021 à 1.692 agences en juin 2022. Tout porte à croire que l'heure est à la reconstruction d'un système bancaire et financier crédible et inclusif aux yeux de ses utilisateurs, apte à booster à moyen terme l'essor d'une bancarisation de masse.

Pour ce faire, diverses mesures ont été mises, selon la déclaration de politique générale du Gouvernement, en particulier, la consolidation d'un secteur bancaire et financier performant, moderne et accessible, susceptible d'apporter une contribution effective au développement de l'économie nationale. Du reste, il est recommandé par les experts de procéder à des états des lieux périodiques pour "jauger" la capacité des banques à s'adapter aux nouveaux concepts de la gouvernance des banques selon les besoins de la politique économique nationale et de la population en matière de bancarisation.

Le marketing et la communication en renfort

Ainsi, en termes de stratégie financière, selon les experts, le marketing bancaire vise un objectif final qui est celui d'établir des liens durables avec le client et le rendre captif par une meilleure exploitation des informations recueillies le concernant. La banque doit toujours chercher à fidéliser les clients actuels par des actions à l'intérieur du service.

Le contrat direct avec la clientèle peut permettre de développer une politique de communication pour fidéliser les clients. L'efficacité de la communication dépend de l'excellence de l'accueil. Enfin, les fonctions de marketing vont travailler en étroite collaboration avec les équipes commerciales. Elles vont concerner les besoins et les actions à définir par la banque ou l'organisme financier spécialisé pour capter et satisfaire la clientèle. Les spécialistes marketing conçoivent le plan marketing, pilotent et assurent son suivi. En s'adaptant aux nouvelles technologies et, notamment, en se concentrant sur la digitalisation au sein des banques■

A. A.

Entretien avec Olivier-Hicham Allard, directeur général de Sinaa Expo Industries :

« Visiter Sinaa Expo Industries, c'est visiter le futur de l'industrie ! »

L'organisation de Sinaa Expo Industries sera placée cette année sous le signe du développement d'affaires à l'international. Ce sera, aussi, l'occasion de découvrir les dernières innovations en matière de besoins des activités industrielles des entreprises algeriennes. Le premier responsable de la préparation de cette importante manifestation automnale, qui aura lieu du 29 novembre au 1er décembre 2022, a accordé un entretien à notre magazine dans lequel il est revenu plus en détails sur les objectifs recherchés à travers une exposition qui n'a rien à envier aux autres salons de ce genre au niveau international.

L'ACTUEL : Après les deux dernières éditions, le salon Maintenance | Pumps & Valves devient Sinaa Expo Industries, le grand rassemblement des fournisseurs d'équipements et services pour la productivité des usines. Quelles sont les principales motivations qui vous ont poussé à ce changement de cap ?

Olivier-Hicham Allard : Lorsque nous avons lancé le salon Maintenance | Pumps & Valves en 2019, l'objectif était de fournir une double plateforme aux industriels algériens en quête de solution de maintenance industrielle tous secteurs confondus et d'y ajouter une zone *« Pompes et Vannes »* sur le salon, car ces deux secteurs, nous l'avons remarqué en Europe, sont assez complémentaires et attirent souvent les mêmes profils/donneurs d'ordre.

En effet, quoi de plus soumis à l'usure qu'une pompe tournant à plein régime durant l'année et quoi de plus sensible qu'une vanne qui se doit d'être parfaitement fiable, surtout dans des secteurs aussi stratégiques que ceux de la distribution d'eau ou d'énergie. Ce lancement a été malheureusement affaibli par la crise sanitaire qui a fait disparaître le salon des radars pendant 2 ans avant de revenir en 2021. Bien que nous ayons pu augmenter le nombre de visiteurs sur l'édition 2021, nous nous sommes rendus compte que la marque Maintenance / Pumps & Valves n'était pas assez forte et le secteur pas assez développé pour un salon aussi spécialisé.

Parallèlement, nous avons entendu la même année les objectifs du Gouvernement de faire passer la production industrielle à 15% du PIB du pays, ce qui est un objectif extrêmement ambitieux. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de refondre intégralement ce concept, le fusionner et y ajouter 10 autres segments d'activité industrielle pour le transformer en un immense salon des intrants industriels afin que l'entièreté de la filière productrice, tous secteurs confondus, puisse trouver dans Sinaa Expo Industries tous les intrants, équipements, consommables et services dont elle a besoin durant 3 jours à la Safex à Alger. Sinaa Expo Industries se veut clairement le *« supermarché des usines »*. Notre objectif étant que nos visiteurs (les usines algériennes tous domaines confondus) y trouvent un maximum de solutions pour régler leurs problèmes et accélérer leur croissance en très peu de temps.

Le Sinaa Expo Industries ambitionne de réunir des acteurs des différents secteurs de l'industrie, d'amont en aval, couvrant ainsi toute la "supply-chain" de manière horizontale et multi-sectorielle pour assurer une révolution industrielle algérienne. Dans ce cadre, comment se déroulent les préparatifs concernant l'organisation de cet événement, notamment dans son volet communication ?

Sinaa Expo Industries a exactement cette intention d'être un accélérateur du développement de l'outil industriel algérien. Ainsi, nous avons déjà plus de 110 exposants confirmés et nous attendons au minimum 150 exposants pour cette première Edition. Notre stratégie de communication est ce qu'on appelle 360°, c'est-à-dire que nous commençons d'abord par les réseaux sociaux où nous sommes très présents (Facebook et LinkedIn notamment), puis nous informons par email l'intégralité de nos bases de données visiteurs consolidées depuis 10 ans en Algérie ce qui totalise plus de 60.000 contacts professionnels uniques.

Enfin, nous serons (et sommes déjà) visibles sur le terrain à travers une campagne d'affichages urbains et des spots radios. Nous avançons aussi main dans la main avec nos partenaires médias et associatifs qui font un travail de communication auprès de leurs membres et lecteurs afin d'amplifier la visibilité de l'événement.

Les bonnes raisons de visiter le Salon sont évidemment nombreuses ; pouvez-vous nous citer quelques-unes d'entre-elles ?

C'est simple. Mettez-vous à la place d'un directeur général ou directeur d'usine. Vous rencontrez au quotidien de nombreux défis techniques qu'ils soient logistiques, d'entreposage, de qualité, de maintenance, de sous-traitance, etc. Ceux-ci impliquent de nombreux échanges avec des fournisseurs, conseillers, sous-traitants tout au long de l'année.

Imaginez maintenant que vous pourriez considérablement augmenter vos chances de régler l'intégralité de ces problèmes en 3 jours et ceci en allant avec toutes vos équipes de chacun de ces départements sur Sinaa Expo Industries car vous savez que vos collègues de la logistique iront voir les exposants qui les concernent, ceux de la maintenance idem, etc. En trois jours, vous laissez littéralement vos collègues se plonger dans Sinaa avec des objectifs clairs, récolter une quantité énorme d'informations, de cartes de visites, d'interactions, de devis, d'innovations. On ne peut pas imaginer meilleur retour sur investissement du temps consacré en visitant un salon tel que Sinaa Expo Industries pour un industriel, ceci sans parler des aspects bénéfiques d'exposer ses collègues à tout leur écosystème et aux dernières innovations. Je dirais, donc, qu'il n'y a pas des bonnes raisons mais une seule qui intègre toutes les autres bonnes raisons : retour sur temps investi. Et, donc, accélération. Car c'est de ça que l'Algérie a besoin maintenant : accélérer !

Un salon d'une telle envergure nécessite la mobilisation d'une "brochette" d'experts tous domaines confondus ; du reste, quels seront les sujets pertinents qui seront traités concernant le programme des conférences ?

En effet, il nous tient à cœur chez Easyfairs Algérie, et nous pensons être connus pour cela, d'offrir des conférences de qualité gratuites lors de nos salons dans une salle qui aura une capacité de 150 places. Je peux d'ores et déjà vous donner les thématiques des conférences qui s'y tiendront et qui seront passionnantes : Relance industrielle / Services à l'industrie / Financement de la croissance / L'Industrie du futur / The CEO Day / Algerian industrial success stories / Maintenance industrielle / Supply Chain management & logistique.

Comme vous le voyez, nous sommes dans le concret, dans des informations qui vont soit offrir un regard sur l'avenir de la production industrielle, soit montrer des solutions ou des exemples de réussite qui motiveront nos industriels et leur donneront une immense bouffée d'énergie et d'informations positives et pertinentes.

Vous n'êtes pas sans savoir que la nouvelle loi relative à l'investissement en Algérie a été publiée au *Journal officiel* n° 50. Selon vous, estimez-vous qu'elle est tombée à point nommé avec la tenue de cette nouvelle édition de Sinaa ?

Je vais vous dire une chose, en tant que binational, je n'ai jamais été aussi fier d'être Algérien et fier de l'Algérie qu'en ce moment. Le pays a non seulement gardé un sang-froid relatif évident durant la crise sanitaire comparé à d'autres régions du monde, mais est aussi en train d'amorcer un virage stratégique remarquable visant à promouvoir les investissements en Algérie. Cela se traduit par des lois qui ont immédiatement été concrétisées sur le terrain.

Nous ne sommes plus dans les annonces. Donc, ce n'est pas la loi qui tombe à point nommé mais bien Sinaa qui tombe à point nommé car nous avons constaté ces changements depuis plus d'un an et demi, et c'est justement à cause, ou plutôt devrais-je dire grâce à ces orientations du Gouvernement que nous avons décidé de lancer Sinaa Expo Industries. Il faut bien comprendre qu'en tant qu'organisateurs de salon, nous ne nous définissons pas du tout comme une agence de communication (celles-ci sont nos sous-traitants) mais comme une plateforme d'intelligence économique et d'affaires.

Nous suivons en permanence le marché, les directives, nous analysons les chiffres, nous discutons avec les leaders d'opinion du secteur privé et public, et lorsque nous sommes convaincus qu'il y a moyen d'impacter l'économie du pays avec un salon, nous lançons ce salon. C'est ce que nous avons fait avec Maghreb Pharma Expo (le salon des technologies de production pharmaceutique) depuis 2012, avec Dentex (salon de la dentisterie), avec Horeca Expo (salon des équipements pour l'hôtellerie et la restauration), avec Secura (salon de la sûreté et la sécurité) et avec Sinaa maintenant.

Qu'en est-il du pack Easygo que vous proposez à vos exposants ?

Easyfairs Algérie est le premier (et le seul) organisateur de salons internationaux qui est officiellement et intégralement implanté en Algérie avec une personne morale de droit algérien et des bureaux qui comptent actuellement plus de 20 employés à temps plein. Nous bénéficions dès lors de la force de frappe technologie et mondialement connue du groupe belge Easyfairs (qui organise plus de 200 salons par an dans 14 pays) qui a développé une batterie impressionnante d'outils visant à maximiser les échanges entre les visiteurs et exposants. Easygo en fait partie. Il s'agit d'un pack qui permet aux exposants non seulement de mettre à jour toutes les informations de leur entreprise sur notre site, télécharger des photos de leurs produits, mais aussi de générer des URL d'invitation personnalisées à envoyer à leurs clients qui leur permettront de savoir si le client s'est effectivement inscrit pour visiter le salon ou pas, d'être avertis en temps réel par un SMS lorsque leur client s'est enregistré à l'accueil à l'entrée du salon pour aller le réceptionner comme il se doit et d'utiliser leur smartphone pour scanner les badges de nos visiteurs qui disposent tous d'un QR code qui permet à l'exposant en un scan d'obtenir toutes les informations du visiteur et se constituer une belle base de donnée sans échanges de cartes de visite ou autre.

Enfin, la prochaine étape que nous allons déployer en Algérie après avoir réglé quelques contraintes techniques sera les *« smart badges »* qui existent déjà sur nos salons en Europe et qui consistent en une puce RFID dans chaque badge qui permet aux visiteurs en passant leur badge sur un petit récepteur que nous donnerons à nos exposants de télécharger instantanément toute la documentation de l'exposant et ses brochures au format PDF qui l'attendront dans sa boîte e-mail après le salon. Parallèlement bien sûr, l'exposant recevra toutes les infos du visiteur qui a touché son récepteur avec son badge. Un double flux d'échange d'informations dématérialisé et fini les sacs lourds remplis de catalogues qu'on perd ou qu'on stocke toute l'année dans le bureau. Comme vous le voyez notre slogan *« Visit the Future »* n'est pas juste un slogan.

Pour conclure, avez-vous un message à adresser aux exposants et aux visiteurs ?

Je rappellerais cette mission : retour sur temps investi. Aussi bien aux visiteurs qu'aux exposants, je leur rappellerai qu'un salon est le seul canal de communication qui fait appel aux 5 sens. C'est aussi un investissement en temps et en argent dont le retour est des plus avantageux parmi tous les autres investissements marketing ou de prospection qui soient. Il est, donc, important de se préparer à l'avance, noter ses besoins, les lister, se donner des objectifs concrets et utiliser tous les outils à votre disposition (à commencer par explorer notre liste d'exposants sur notre site et les contacter dès maintenant pour prendre rendez-vous). Durant 3 jours, nous vous immergerons dans le présent et le futur de votre activité et tout ce que nous faisons consiste à vous emmener le plus loin et le plus vite possible. Visitez Sinaa Expo Industries, c'est visitez le futur de l'industrie■

Entretien réalisé par Rabah Karali

« SOUS LE HAUT PATRONAGE DU MINISTRE DE L'INDUSTRIE »

SINAA 2022
EXPO & INDUSTRIES

29 Novembre - 1 Décembre 2022 | SAFEX (Pavillon Central) Alger

Le Salon International pour l'industrie en Algérie.

Équipement & Outillage | Pièces & Composants | Sous-traitance & Ingénierie | Maintenance & Services | Process des fluides et gaz | Process des solides | Automatisation | Mesure & contrôle | Logistique | Usines Digitales & IT | Bâtiments industriels | H.S.E.

Réservez votre stand

Plus d'infos >

sinaadz.com | contact@sinaadz.com | +213 (0) 23 06 75 99

EASYFAIRS ALGERIA
Visit the future

Industrie pharmaceutique

L'Algérie à la conquête du marché africain

Prouesse. Le marché pharmaceutique algérien est l'un des principaux marchés de la région Afrique-Moyen-Orient (MEA) grâce à une croissance vigoureuse et soutenue depuis près de 15 ans, qui atteint 8% par an en moyenne chaque année.

L'industrie pharmaceutique algérienne est *« en pole position »* pour exporter ses produits, notamment vers le marché africain où plusieurs projets d'investissements algériens sont actuellement en maturation. La promotion de l'industrie pharmaceutique devient, donc, le cheval de bataille du Gouvernement afin d'assurer une meilleure sécurité sanitaire au citoyen, tout en maîtrisant la facture d'importation des médicaments.

Le marché pharmaceutique algérien est l'un des principaux marchés de la région Afrique-Moyen-Orient (MEA) grâce à une croissance vigoureuse et soutenue depuis près de 15 ans, qui atteint 8% par an en moyenne chaque année. Chiffres à l'appui, en quelques décennies, l'Algérie s'est hissée parmi les principaux producteurs pharmaceutiques d'Afrique. Plus de 2,5 milliards d'euros de médicaments ont été produits l'an dernier. Quelque 200 unités de production couvrent près de 70% des besoins du pays en générique. Une aubaine en période de tension accrue sur le marché international.

Un exemple avec les laboratoires Frater-Razes qui, en pleine pandémie, ont mis sur le marché un anticoagulant qui a été prescrit aux malades de la Covid-19. C'est la première fois en Algérie que sont produits des médicaments biosimilaires, c'est-à-dire faits à partir d'organismes vivants. De son côté, le groupe public Saidal prévoit d'augmenter la quantité de sa production de 47% en 2022 par rapport à 2021.

En effet, Saidal a affiché la volonté de l'ensemble des opérateurs pharmaceutiques, publics ou privés, de renforcer et d'approfondir la coopération bilatérale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique à travers des investissements en Ethiopie pour l'implantation d'unités de production mixte et le codéveloppement des médicaments. Il faut reconnaître que la politique pharmaceutique mise en place (dans le cadre du Plan d'action du Gouvernement) a permis de mettre à niveau le cadre réglementaire national aux normes internationales en vigueur et de promouvoir la production locale de manière à sécuriser l'approvisionnement du marché national en assurant une disponibilité continue des produits pharmaceutiques essentiels et de maîtriser la facture d'importation.

Le Gouvernement avance une forte croissance du secteur avec une évolution de la production locale qui a bondi à 3,1 milliards USD en 2021, soit une hausse de 1 milliard USD par rapport à 2019 où la production avait atteint 2,1 milliards USD. Quant à la facture

d'importation des produits pharmaceutiques, elle a enregistré, selon les chiffres du ministère de l'Industrie pharmaceutique, une baisse significative durant la même période, passant de 2 milliards USD en 2019 à 1,2 milliard USD en 2021, donc une économie annuelle de 171 millions USD est annoncée pour ces 44 produits.

La politique du Gouvernement a également axé sur le raffermissement de l'autosuffisance du pays en produits pharmaceutiques grâce à la production locale qui a permis de couvrir 70% des besoins du marché national en médicaments en 2022, contre 52% en 2019. Pour preuve, il est annoncé le lancement effectif de la production de 37 produits pharmaceutiques au niveau local d'une valeur de 110 millions de dollars. La production de ces produits que le pays importait auparavant permettra une réduction de la facture d'importation de 48 millions USD■

F. A.

EmploiPartner.com

ENTREZ DANS LA
NOUVELLE ÈRE DU **RECRUTEMENT**

Industries sidérurgique et métallurgique

Une dynamique avérée dans les deux secteurs

Développement. L'industrie sidérurgique a connu des progrès remarquables ces dernières années. Pour preuve, les exportations algériennes de produits ferreux se sont élevées à 927 millions de dollars en 2021, contre seulement 11 millions de dollars en 2017, tandis que ses importations ont baissé l'an dernier à environ 3 milliards de dollars, contre plus de 6,5 milliards de dollars en 2017, après que plusieurs investissements structurants dans cette industrie soient entrés en phase de production.

Les secteurs des industries sidérurgique et métallurgique occupent une place importante dans le Plan de développement du Gouvernement. Il faut savoir que la métallurgie est la technique d'extraction et de transformation des métaux à partir des minéraux métalliques et non métalliques pour leur utilisation. Elle est également responsable de la production d'alliages (propriétés et structures chimiques, physiques et atomiques pour former des mélanges de métaux et des principes par lesquels ceux-ci sont combinés pour les atteindre), du contrôle de la qualité des processus associés et de la corrosion. En effet, cette industrie est en plein essor en Algérie avec tous les résultats obtenus par les entreprises du secteur en termes de chiffres d'affaires.

L'industrie sidérurgique a connu des progrès remarquables ces dernières années. Pour preuve, les exportations algériennes de produits ferreux se sont élevées à 927 millions de dollars en 2021, contre seulement 11 millions de dollars en 2017, tandis que ses importations ont baissé l'an dernier à environ 3 milliards de dollars, contre plus de 6,5 milliards de dollars en 2017, après que plusieurs investissements structurants dans cette industrie soient entrés en phase de production. C'est ainsi que le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a, lors d'une réunion tenue au siège du ministère regroupant les opérateurs économiques exerçant dans les industries sidérurgique et minière en Algérie, dans le cadre de la politique de développement de la filière des industries sidérurgique et métallurgique en Algérie, instruit les opérateurs à s'organiser en groupe professionnel interactif (cluster) pour s'ériger en force de proposition et leur assurer un meilleur accompagnement par les pouvoirs publics.

Cette initiative vise, en fait, à organiser au mieux ce pôle et à le développer en adéquation avec les enjeux du secteur industriel en relevant le pourcentage de sa contribution au produit intérieur brut et en exploitant les opportunités actuellement disponibles pour entrer sur les marchés internationaux à des prix compétitifs. Dans ce contexte, les responsables du secteur de l'industrie ne cessent de mettre en exergue les ressources naturelles et les structures industrielles dont dispose l'Algérie pour être l'un des pays leaders dans les industries sidérurgique et métallurgique si elles sont exploitées de manière optimale, pointant l'importance de ce pôle stratégique qui finance et anime d'autres secteurs industriels.

Outre les clusters, il sera également procédé, avec la participation des opérateurs économiques et des utilisateurs des différents produits industriels, *« à la mise en place d'une plateforme souple, en vue de protéger la production nationale des importations anarchiques, d'une part, et accompagner les entreprises qui pâtissent de difficultés et d'obstacles sur le terrain, d'autre part »*. Il est également appelé à récupérer la valeur ajoutée importée à travers l'exploitation de tous les moyens naturels, industriels et humains pour se défaire de la dépendance de cette filière des intrants importés, notamment après l'entrée du projet de Gara Djebilet en phase de production, ce qui évitera à l'industrie algérienne d'importer du minerai de fer à l'avenir■

F. A.

SECURA NORTH AFRICA

Expo & Conference 2022

SECURITY | FIRE | SAFETY | EMERGENCY

22 – 24 Novembre 2022 | SAFEX – Pavillon Union

4ÈME SALON INTERNATIONAL DE LA SÉCURITÉ, DE LA SÛRETÉ, DU FEU ET DE L'URGENCE EN AFRIQUE DU NORD

SOUTIENS & PARTENAIRES

IANOR
DPRE BATPH
INPEO
INPRP
CCI ALGÉRO-FRANÇAISE
غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية الفرنسية
ANVREDET
ANPT
L'ACTUEL
CATI
GAAN
Algerist
ALGERAC
FOR SECURITY SAFETY & FIRE PROFESSIONALS
News | web | webtv | magazine

securanorthafrica.com
contact@securanorthafrica.com

EASYFAIRS ALGERIA
Visit the future

En attendant les réformes

Le secteur de l'énergie porte à bout de bras la reprise économique de l'Algérie en 2022

Renaissance. S'il est, désormais, certain que le malheur des uns fait le bonheur des autres, l'Algérie ne cache pas sa satisfaction de pouvoir vendre son énergie à un prix fort et prévoit de commercialiser son gaz à de meilleurs standards, afin de financer la reprise économique annoncée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Le secteur des hydrocarbures traverse une nouvelle période de faste en Algérie. Après quelques années de vaches maigres au niveau des revenus liés aux exportations de pétrole et de gaz, il aura fallu que Vladimir Poutine décide de déclencher une opération militaire contre son voisin ukrainien pour rebattre les cartes de la géopolitique de l'énergie. Alors que les marchés s'emballent, le prix du baril de pétrole est de nouveau propulsé à des moyennes de 100 dollars.

S'il est, désormais, certain que le malheur des uns fait le bonheur des autres, l'Algérie ne cache pas sa satisfaction de pouvoir vendre son énergie à un prix fort et prévoit de commercialiser son gaz à de meilleurs standards, afin de financer la reprise économique annoncée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, mais également pour soutenir un pouvoir d'achat mis à rude épreuve par une inflation galopante et des prix à la consommation en hausse continue, si l'on ne tient pas compte de la baisse relative enregistrée au mois de juillet dernier, selon les chiffres de l'Office national des statistiques (ONS). Selon le dernier rapport de suivi de la situation économique en Algérie, publié par la Banque mondiale, le PIB de l'Algérie a, enfin, retrouvé son niveau d'avant-pandémie Covid-19. Un retour à la normale qui s'est opéré dès le quatrième trimestre 2021. Mieux encore, la hausse continue des prix mondiaux des hydrocarbures a généré une nette amélioration des équilibres macroéconomiques, note l'institution américaine. *« Le prix du pétrole algérien a gagné 50% durant les cinq premiers mois de l'année 2022, entraînant dans son sillage, bien qu'avec un délai, le prix à l'export du gaz algérien. »* Couplé à la hausse de la demande européenne en gaz et des quotas de production de l'Opep, cette amélioration a contrebalancé la hausse des prix à l'importation, notamment des céréales, et effacé le déficit du compte courant, permettant une stabilisation relative des réserves de change qui reviennent à un niveau avoisinant les 50 milliards de dollars.

Les performances économiques permises par la revalorisation des prix du Brent, mais également de ceux du Sahara Blend, référence algérienne de pétrole brut, ont été confortées par des découvertes récentes annoncées par le groupe Sonatrach, notamment dans les wilayas d'Adrar, Illizi et Ouargla. Selon son P.-dg, Toufik Hakkar, d'autres annonces allant dans ce sens devraient intervenir avant la fin de l'année en cours. Après avoir signé de nouveaux accords avec son partenaire italien ENI, lui permettant d'augmenter ses approvisionnements en gaz, Sonatrach entend réviser les contrats de gaz avec ses partenaires européens, notamment l'Espagne et la France, et tirer profit, ainsi, de la spectaculaire hausse des prix qui touche les prix du gaz naturel. En somme, l'Algérie compte produire plus de pétrole et de gaz et vendre plus cher son gaz (naturel et liquéfié), tout en continuant à défricher le terrain à la transition énergétique par le biais des ENR, jusqu'à l'horizon 2030. Il est à rappeler que l'objectif de l'Algérie serait de produire 30 à 40% de ses besoins en électricité à partir des énergies renouvelables. Le montant de l'investissement public consacré par l'Algérie à la réalisation de son programme de développement des énergies renouvelables, à l'échéance 2030, selon le ministère de l'Energie, oscillent entre 60 et 70 milliards de dollars. Cette configuration permettrait au pays de continuer à financer les chantiers économiques ouverts, comme la réindustrialisation du pays, à travers la relance des PME et la promotion de la production nationale hors-hydrocarbures.

L'Algérie a-t-elle réellement les moyens d'augmenter sa production d'énergie à base d'hydrocarbures ?

Les premiers indicateurs de production révèlent une augmentation de près de 5% de la production d'hydrocarbures, qui passe de 175,9 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) en 2020 à 185,2 millions de TEP en 2021. Pour ce qui est du volume de production au niveau des unités de raffinage, les données disponibles font état d'une stabilité de l'ordre de 27,9 millions de TEP en 2021, contre 27,8 millions en 2020. S'agissant de la production de gaz naturel liquéfié (GNL), Sonatrach a réalisé en 2021 une progression de 14% ; le niveau de production ayant atteint 26,3 millions de m3 en 2021 par rapport à la quantité produite en 2020 (23,1 millions de m3), tout en ayant couvert les besoins du marché national, estimés à 64 millions de TEP en 2021, soit une augmentation de 9% par rapport à 2020, avec une baisse importante des quantités importées (-70%), passant de 859.000 TEP en 2020 à 255.000 tonnes en 2021.

En ce qui concerne les niveaux d'exportation, le bilan fait état d'une augmentation significative de 18% entre 2020 et 2021, ce qui a permis d'accroître les quantités exportées de 80,7 millions de TEP fin 2020 à 95 millions en 2021 pour une recette (à ne pas confondre avec le profit net devant déduire les coûts) en 2021, d'une valeur dépassant 34,5 milliards dollars (contre 20 Mds USD en 2020) afin de développer les capacités nationales de production en vue de répondre aux besoins internes qui enregistrent une croissance annuelle de 5%. A noter que Sonatrach prévoit d'investir 40 milliards de dollars à l'horizon 2026. Selon l'expert économique Abderrahmane Mebtoul, les appoints en gaz naturel et/ou en GNL vers l'Europe sont tributaires de la disponibilité de volumes excédentaires après satisfaction de la demande du marché national et des engagements contractuels de l'Algérie envers ses partenaires étrangers. M. Mebtoul ajoute, en outre, que cela nécessite un investissement important dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant avec les firmes étrangères, afin de développer les infrastructures nécessaires pour le transporter à grande échelle.

Du point de vue de la Banque mondiale, la reprise graduelle de l'activité devrait se poursuivre en 2022, et les prix élevés des hydrocarbures permettront un surplus du compte courant. L'activité du secteur des hydrocarbures devrait continuer de soutenir la croissance, et l'activité dans les secteurs hors-hydrocarbures retrouvera son niveau pré-pandémie. La reprise de l'investissement pourrait, cependant, être plus marquée que celle de la consommation. *« Les exportations d'hydrocarbures devraient demeurer à un niveau élevé, générant un surplus du compte courant et une hausse marquée des recettes budgétaires qui, dans l'hypothèse d'une politique de dépense prudente, permettrait de rapprocher le solde global du Trésor de l'équilibre »*, détaille le rapport■

B. K.

Marché pétrolier

Les opportunités ne manquent pas

Incertitudes. Compte tenu de la volatilité du secteur pétrolier, certains experts préconisent de se concentrer sur des sociétés qui sont relativement immunisées contre les fluctuations de prix, comme les géants pétroliers intégrés et ceux dont les coûts sont très bas.

Le marché pétrolier semble renouer avec la reprise, enregistrant des prix qui repartent à la hausse. Pour les experts, la tendance haussière peut se poursuivre et prévoient que l'or noir pourrait remonter vers 100 dollars d'ici à la fin de l'année. *« Le pétrole a bénéficié d'un certain répit grâce au repli du dollar américain cette semaine »*, explique Han Tan, analyste chez Exinity, *« même si les risques de récession mondiale pèsent toujours sur les perspectives des matières premières »*. Un déséquilibre entre l'offre et la demande peut provoquer d'énormes fluctuations des prix du pétrole. Toutefois, cela ne signifie pas qu'il y a moins d'opportunités dans le secteur pétrolier. La volatilité du marché de l'énergie a conduit les entreprises à sous-investir dans la production future, ce que l'Opep+ a précédemment imputé aux prix élevés du pétrole. En fait, le nombre d'appareils de forage aux États-Unis a recommencé à baisser, ce qui crée des problèmes pour l'offre future.

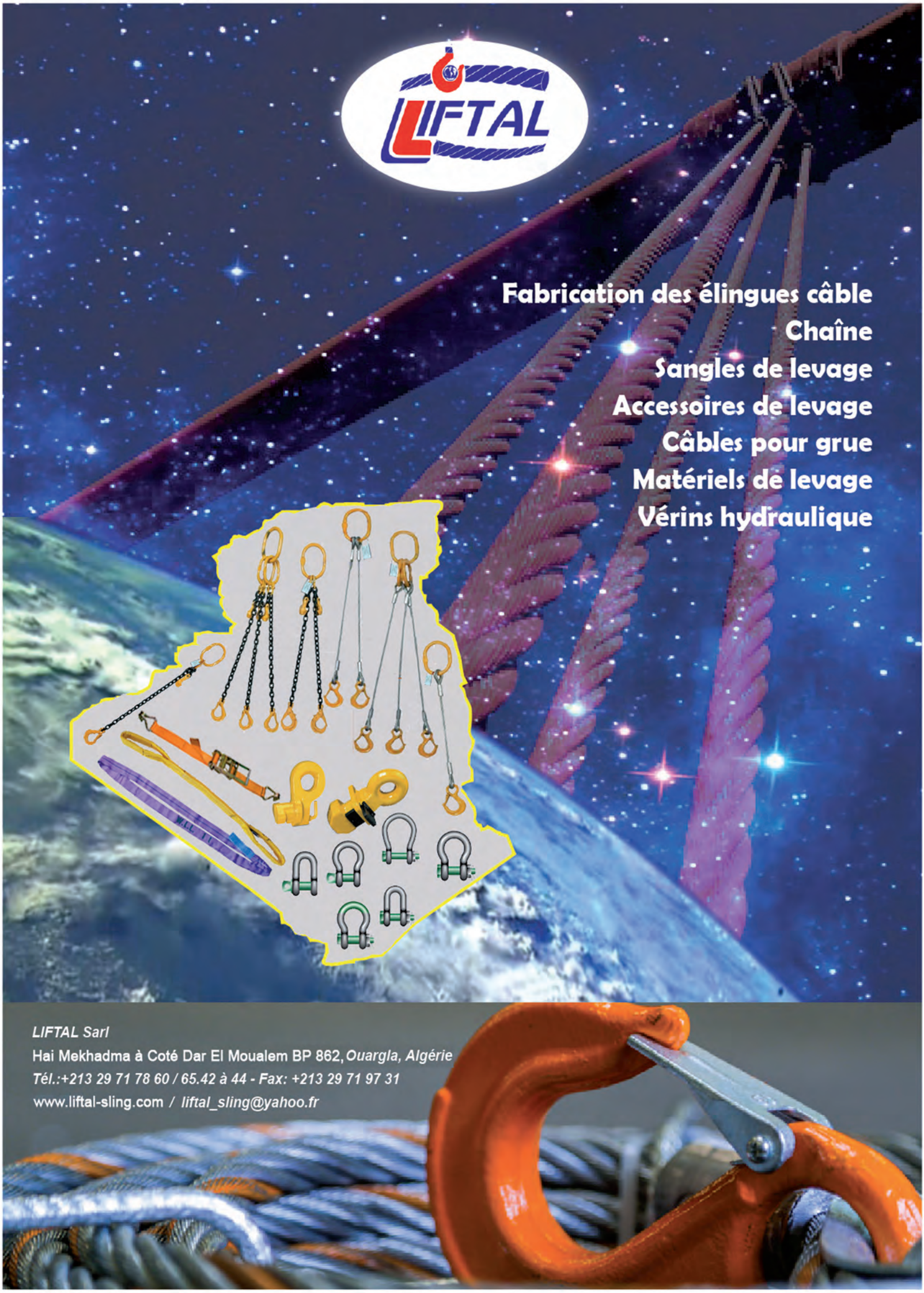
D'autre part, un relèvement des taux de la Réserve fédérale des États-Unis, sur fond de hausse de l'inflation, pourrait dessiner un scénario de ralentissement de l'économie. Corollaire ? La situation pourrait nuire au prix du pétrole, ce qui est un risque à ne pas négliger non plus. Compte tenu de la volatilité du secteur pétrolier, certains experts préconisent de se concentrer sur des sociétés qui sont relativement immunisées contre les fluctuations de prix, comme les géants pétroliers intégrés et ceux dont les coûts sont très bas. De son côté, l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) s'attend à ce que la demande mondiale de pétrole atteindra 100,3 millions de barils par jour d'ici la fin de 2022. Ces prévisions sont sujettes à l'incertitude liée, notamment, à l'escalade des tensions géopolitiques et aux niveaux élevés d'inflation.

L'Organisation s'attend à ce que les approvisionnements mondiaux augmentent pour atteindre 100,1 millions de barils/jour d'ici la fin de 2022, et il est prévu que ces approvisionnements continueront de dépasser la barrière des 100 millions de barils/jour en 2023.

Toujours à propos des perspectives, le ministre irakien du Pétrole, Ihsan Abdul Jabbar, a déclaré que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés, dont la Russie, connus sous le nom d'Opep+, surveillaient la situation des prix du pétrole, souhaitant maintenir l'équilibre sur les marchés. *« Nous ne voulons pas d'une forte augmentation des prix du pétrole ni d'un effondrement »*, souligne le même responsable. Par ailleurs, les tensions géopolitiques sont, pour certains pays, à leur paroxysme. Les États-Unis ont sanctionné plusieurs entreprises internationales accusées d'être impliquées dans le commerce du pétrole et de la pétrochimie en Iran, contournant ainsi les interdictions imposées au secteur du pétrole brut iranien. *« Les États-Unis prennent de nouvelles mesures pour mettre fin aux tentatives de contournement des sanctions sur la vente de pétrole et de produits pétrochimiques iraniens »*, a déclaré le secrétaire d'État Antony Blinken.

Selon lui, *« tant que l'Iran continuera à accélérer son programme nucléaire en violation du JCPOA (le Plan d'action global conjoint), nous continuerons à appliquer des sanctions sur les ventes de produits pétroliers et pétrochimiques de l'Iran »*, a noté Blinken. Une fois de plus, c'est le wait and see qui marquera l'évolution du marché pétrolier■

H. M.


LIFTAL
Fabrication des élingues câble
Chaîne
Sangles de levage
Accessoires de levage
Câbles pour grue
Matériels de levage
Vérins hydraulique
LIFTAL Sarl
Hai Mekhadma à Coté Dar El Moualem BP 862, Ouargla, Algérie
Tél.:+213 29 71 78 60 / 65.42 à 44 - Fax: +213 29 71 97 31
www.liftal-sling.com / liftal_sling@yahoo.fr

Secteur des assurances

Tout vient à point à qui sait attendre

Réveil. D'après des prévisions de concessionnaires automobiles, les besoins immédiats du marché automobile national sont estimés entre 700.000 et un million de voitures neuves, alors que les statistiques officielles indiquent qu'il existe plus de 6,5 millions de voitures dans le parc automobile national.

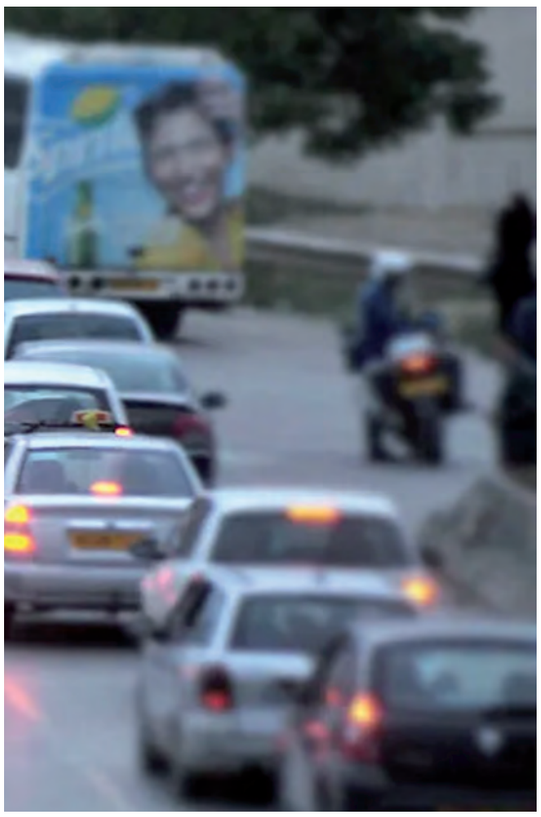
Sévèrement affectées par la crise de la Covid-19 ainsi que l'arrêt de l'activité du montage des véhicules, les comptes des compagnies d'assurances ont vu leur chiffre d'affaires chuter dans la branche automobile, mais n'empêche que selon les données publiées par le Conseil national des assurances (CNA), le chiffre d'affaires à fin 2021 de l'ensemble des assureurs algériens publics et privés a atteint 151,895 milliards DA (1,08 milliard USD), en hausse de 4,8% sur un an. Ce bilan positif s'est consolidé au premier trimestre de cette année, puisque le CA a atteint les 45,8 milliards de dinars au 31 mars 2022 contre 43,5 milliards de dinars au 31 mars 2021, soit une croissance de 5,2%, révèle la note conjoncturelle du CNA, publiée fin juin dernier.

Désormais, avec les deux récentes annonces phares du président de la République, l'espoir est permis pour que le secteur renoue avec une croissance plus conséquente.

Malgré les crises conjoncturelles...

La production du marché des assurances de dommages représente la part prépondérante avec un taux de 85,7%. Les assurances des personnes viennent en deuxième position, avec une part de

seulement 10,4%, nettement inférieure à celle des assurances de dommages mais devançant clairement les acceptations internationales qui ne représentent que 3,9% de tout le marché. Du reste, c'est la branche automobile qui domine malgré les limitations observées sur le marché de l'automobile. Elle représente une part de 51,2% du total des assurances en Algérie, avec un chiffre d'affaires de 20,07 milliards de dinars, en augmentation de 4,6% en comparaison avec la même période de l'année 2021.



Le CNA fait observer que cette croissance est tirée par les *« risques non obligatoires »* qui ont augmenté de 5,8%, détenant une part de 39,7% du marché des assurances de dommages et 77,6% du chiffre d'affaires de la branche automobile. De même, la *« responsabilité civile automobile »*, apprend-on, pèse 22,4% du total de la branche et détient 11,5% de parts de marché des assurances de dommages pour un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de dinars. L'analyse du CNA fait ressortir l'assurance automobile comme étant la plus dominante du marché des assurances dommages, avec une part de 51,2%, suivie de celle des *« incendies et risques divers »* avec une part de 41%. A souligner qu'à cette même date du 31 mars 2022, confirment les mêmes données du CNA, les sociétés publiques d'assurances de dommages détiennent la part du lion du marché, avec un taux de 76%. En revanche, celles à capitaux privés totalisent la part de 22,6%. Leur chiffre d'affaires est de 8,9 milliards de dinars. La branche automobile prédomine avec une part de 69,6%.

Les assureurs se frottent les mains

C'est le cas de le dire pour nos assureurs nationaux. Bien entendu, aussitôt que le président de la République a ordonné d'autoriser les citoyens à importer les véhicules de mois de 3 ans et les constructeurs automobiles étrangers à importer les véhicules pour les écouler en Algérie, les réactions des patrons des compagnies d'assurances ne se sont pas fait attendre. Plusieurs d'entre eux se sont d'ailleurs réjouit de ces deux bonnes nouvelles ; non seulement pour le bien que cela procure à leur activité mais aussi pour les besoins de mobilité des citoyens. Il a, également, donné des directives pour *« autoriser les constructeurs automobiles étrangers à importer les véhicules pour les vendre en Algérie, parallèlement au suivi méticuleux et continu du processus de lancement d'une véritable industrie automobile en Algérie, dans les plus brefs délais »*.

Le chef de l'Etat a également donné des instructions en vue de *« présenter le cahier des charges relatif aux concessionnaires automobiles lors du prochain Conseil des ministres pour en arrêter le contenu avant la fin 2022 »*. Quant au ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, celui-ci a révélé que la publication du nouveau cahier des charges régissant les conditions de l'importation des véhicules est prévu pour le mois de janvier prochain. Dans ce même sens, le premier responsable du département ministériel de l'Industrie a dévoilé la date de la mise sur le marché des premières voitures qui sera effective au début de l'année 2023. D'ailleurs, les dossiers déposés par les concessionnaires automobiles seront pris en charge rapidement, suivant les instructions du président de la République.

En attendant, les assureurs algériens commencent à affûter leurs armes afin de concocter dans les moindres détails un plan marketing et de commercialisation en prévision de la grande affluence des nouveaux clients dans la branche automobile. Beaucoup de compagnies d'assurances espèrent profiter pleinement du prochain boom du marché du véhicule sur fond d'une concurrence à multiples offres et formules. Sur un autre registre, d'après des prévisions de concessionnaires automobiles, les besoins immédiats du marché automobile national sont estimés entre 700.000 et un million de voitures neuves, alors que les statistiques officielles indiquent qu'il existe plus de 6,5 millions de voitures dans le parc automobile national■

R. K.

Recyclage

Le Gouvernement redouble d'efforts

Valorisation. Outre les aspects environnementaux, le recyclage a également une grande importance dans le développement d'une économie verte, en ayant des effets directs sur la croissance économique et la création d'emplois.

La récupération et le recyclage des déchets constitueraient un créneau d'investissement économique porteur en Algérie. Selon l'Agence nationale des déchets (AND), le marché national des déchets s'élève à 2 milliards de dinars annuellement. En effet, l'Algérie produit annuellement 20 millions de tonnes de déchets, toutes catégories confondues, dont 12 millions de tonnes de déchets ménagers et dont 35% sont produits dans 4% du territoire national. De plus, la valorisation des déchets (récupération et recyclage) étant à peine naissante en Algérie, cela ne fait que rajouter à l'attractivité de ce créneau.

Le taux de recyclage des déchets ménagers n'a pas dépassé les 10% sur l'ensemble des déchets collectés en 2020, selon l'AND. La quantité des déchets ménagers recyclés en 2020 s'élève à près de 1,3 million tonnes, une quantité *« très faible »* par rapport à la quantité produite durant la même année, soit 13,5 millions tonnes. Devant cet état de faits, les responsables de l'AND ont plaidé pour l'intensification des efforts afin de généraliser le tri sélectif des déchets au niveau de la source *« bennes »*, avant leur arrivée au Centre d'enfouissement technique (CET), affirmant que la benne à ordure contient 80% de déchets recyclables via le tri sélectif.

Sachant que le tri sélectif des déchets ménagers de la source (bennes) est *« très faible »* et que 45% de déchets ménagers sont transférés vers les CET (101 CET au niveau national), tandis que les 55% restants sont déversés dans les points noirs ou des décharges anarchiques, il est, donc, nécessaire d'améliorer le système de récupération et de valorisation des déchets, vu que les métaux et les produits en plastique rapportent, à eux deux, des bénéfices s'élevant à 69 milliards DA/an. Aussi, la gestion des déchets ménagers coûte à l'Etat près de 127,05 milliards DA/an, soit 0,76% du Produit intérieur brut (PIB), alors que les dépenses de gestion des déchets au niveau des CET coûtent au Trésor public 58 milliards DA. Outre les aspects environnementaux, le recyclage a également une grande importance dans le développement d'une économie verte, en ayant des effets directs sur la croissance économique et la création d'emplois. Selon des professionnels au cœur de l'économie circulaire, le recyclage est le principal contributeur à l'économie de matière et à la diminution de la pression sur les matières non renouvelables.

Le recyclage permet d'éviter le gaspillage des ressources naturelles et d'énergie, de sécuriser l'approvisionnement de l'industrie en matières premières et de diminuer ses impacts environnementaux. En optant pour le tri de déchets et le recyclage, les ressources utilisées sont minimes, ce qui permet de faire des économies que ce soit en matière d'énergies, d'eau ou de matières. En même temps, l'émission de CO2 est aussi réduite. Par ailleurs, ce système crée de nouveaux emplois ; un grand levier pour l'économie nationale. On peut y trouver différents postes qui ne nécessitent pas de compétence particulière, idéaux pour la réinsertion des individus et pour aider les chômeurs à dénicher facilement un emploi. Par ailleurs, le recyclage permet de diminuer le taux des déchets. Grâce à cette technique, ils peuvent servir à concevoir de nouveaux objets utiles dans la vie quotidienne, qui seront également vendus à un coût plus accessible■

F. A.

Sous le patronage de Monsieur le Premier ministre

المؤتمر و المعرض العربي الدولي للمؤسسات الصغيرة و المتوسطة

Conférence et Salon International sur les PME Arabes

« la Quatrième Révolution Industrielle :
Défis et Opportunités pour les PME »

SMEX ALGERIA 2022

THE ARAB INTERNATIONAL SMES CONFERENCE & EXPO

12- 14 Novembre 2022

Palais des Expositions -Pins Maritimes

LA CONFERENCE : Hall Saoura 500 Participants

Droits d'inscription à la conférence 200 $/10 000 DA

Les frais d'inscription à la conférence couvrent :
Accès aux différentes sessions.
Documentation.
Repas de déjeuner les 12 et 13 novembre - accès à l'espace NETWORKING

Pour consulter le programme de la Conférence :
www.smexalgeria.dz/programme/

Pour s'inscrire à la conférence:
registration.safex.dz/register_visitor

PARTENAIRE STRATEGIQUE

SOUTENU PAR

Désamiantage des sites pollués

Les actions doivent s'inscrire dans la durée

Casse-tête. Les déchets toxiques de l'amiante, qui d'ailleurs sont non recyclables, se *« baladent »* toujours dans la nature, comme en témoignent certaines déclarations de responsables de l'environnement relayées à l'occasion par des rapports de presse.

Là où le bât blesse, c'est que les maladies apparaissent des décennies après l'exposition à l'amiante, un matériau dont les premiers soupçons sur la dangerosité pour la santé ont été émis au tout début du XXe siècle. Il a été proscrit par les autorités algériennes en octobre 2009, ce qui sous entend sa fabrication, son importation et sa commercialisation. Pendant des années, des ouvriers des usines de production d'amiante qui travaillaient sans aucune protection contre les poussières toxiques l'ont inhalée. De nos jours, les nuisances qui résident dans ses fibres hantent toujours les esprits des responsables de l'environnement et de la santé, suscitant inquiétude mais aussi la volonté de se débarrasser une fois pour toute de cette image maudite qui fait encore couler beaucoup d'encre.

Le désamiantage, une opération à haut risque

Les déchets toxiques de l'amiante, qui d'ailleurs sont non recyclables, se *« baladent »* toujours dans la nature, comme en témoignent certaines déclarations de responsables de l'environnement relayées à l'occasion par des rapports de presse. Il faut reconnaître que le dossier très sensible de l'élimination des déchets de l'amiante a constitué pendant de longues années un casse-tête pour les autorités compétentes, alors que la responsabilité incombe en premier chef au ministère de l'Environnement. En raison des risques encourus à cause de la toxicité de la matière manipulée, les lois en vigueur (le décret exécutif n° 99-95 du 19 avril 1999 relatif à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté interministériel du 15 juin 1999 relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement

et de retrait d'amiante) exigent la déposition d'un plan de confinement détaillant la procédure de désamiantage chez les autorités. Selon Fouad Djenid, directeur de Global Industrial Security Environnement (GISE), une entreprise spécialisée, entre autres, dans le désamiantage, le désamiantage débute par une décontamination suivie d'un balisage des zones et la mise en place d'extracteurs d'air permettant de réaliser les travaux. Après la complétion de l'opération, il reste des règles précises qu'il faut suivre pour la gestion des déchets contaminés par cette matière.

Ces déchets doivent être placés dans des conditionnements spéciaux, leur évacuation passant par sas de décontamination puis par un transporteur agréé. Enfin, après le transport vient l'étape d'élimination/enfouissement, où les déchets contaminés sont soit éliminés en utilisant le procédé de vitrification (porter les déchets à haute température par le biais d'une torche plasma et leur faire subir une fusion), soit enfouis (la solution la moins coûteuse et complexe) dans des centres d'enfouissement de classe 1.

La problématique d'une prise en charge efficace

Quoique dans ce domaine les choses avancent plutôt bien, il reste à savoir que le grand danger qui persiste actuellement réside à deux niveaux. Premièrement, les défenseurs de l'environnement se font du mouron à l'idée de savoir que de nombreux sites à travers le territoire algérien sont identifiés comme étant des réservoirs d'amiante (habitations, anciennes usines, écoles, etc.), mais que leur prise en charge demeure le cadet des soucis des autorités compétentes. Aussi, il faut admettre que l'autre problème auquel font face les pouvoirs publics reste l'identification des édifices dont

l'amiante a été utilisée lors de leur construction à l'époque coloniale, et qu'en l'absence de plans, autant dire que la mission est presque impossible.

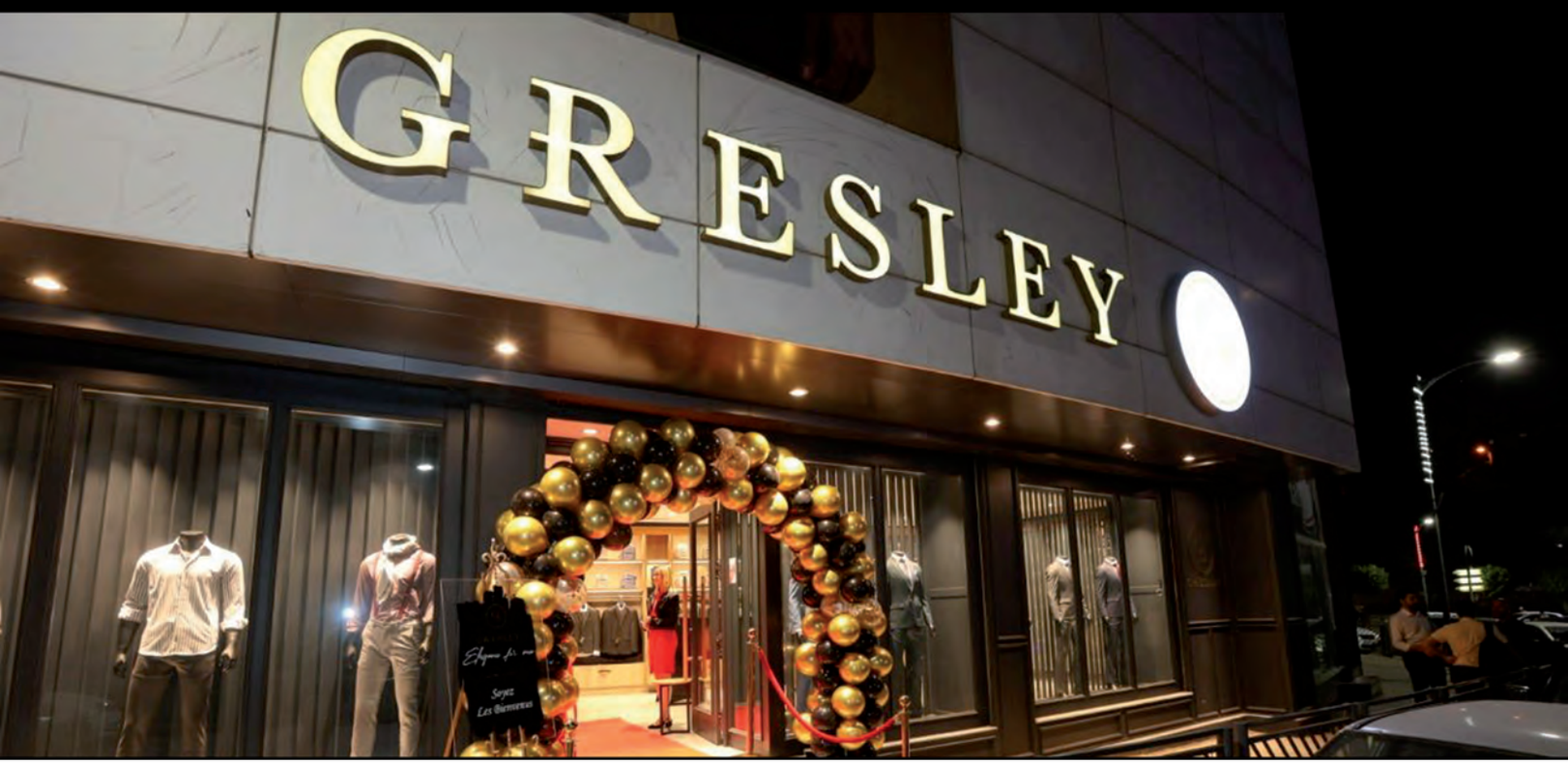
Deuxièmement, sur le terrain, lorsqu'il s'agit de passer à l'action, certains ne tiennent malheureusement pas compte de la gravité de la situation par rapport aux problèmes de santé publique que cela peut engendrer. Effectivement, des citoyens sont à la merci de la libération de fibres d'amiante dans l'air lors de la démolition des habitations en raison du non-recours à une entreprise spécialisée qui possède les moyens et le savoir-faire approprié à ce type d'intervention très délicate. Sur un autre volet, il faut savoir que la plupart des travaux de désamiantage entrepris dans le cadre d'une démolition des ouvrages et autres bâtiments d'habitations sont exécutés d'une manière qui dépasse tout entendement.

En finir avec cette affaire de déchets d'amiante

Récemment, l'Etat algérien a finalement décidé de prendre *« le taureau par les cornes »*, dans le but d'en finir avec cette affaire de déchets d'amiante qui n'a que trop duré, à la faveur de la signature, en septembre dernier, d'un accord-cadre entre Inertam et la société algérienne SO.GE.B.Zrita pour le traitement définitif des déchets amiantés dans le cadre de la convention de Bâle Europlasma, spécialiste du traitement des déchets dangereux, de la valorisation matière et de la décarbonation. Cet accord est le préalable à une demande à l'Etat algérien, signataire de la convention de Bâle1, d'autorisation d'exporter des déchets d'amiante.

En outre, il fixe les principales modalités de la collaboration souhaitée par Inertam et SO.GE.B.Zrita. Dans l'immédiat, l'objectif de cet accord est de répondre à un appel d'offres lancé par un institutionnel de premier plan afin de proposer une solution clé en main depuis l'extraction de l'amiante par SO.GE.B.Zrita jusqu'à son traitement définitif par vitrification par Inertam. Par la suite, cette collaboration permettra de proposer au marché algérien une prestation de services complète pour les déchets d'amiante dont les stocks sont estimés à plus de 10 millions de tonnes sur le territoire. Aujourd'hui en Algérie, tous les déchets dangereux, notamment ceux contaminés à l'amiante, sont entreposés provisoirement en attente d'une filière de traitement■

R. K.



Prêt-à-porter français

Gresley tente l'expérience algérienne

Aventure. Issu d'une longue lignée de couturiers algériens, le bien nommé Nadir *« Khiatine »* (tailleurs en arabe) a vu son grand-père et son père habiller quelques-uns des grands de ce pays : Houari Bouemdiène, Ahmed Ben Bella... Avec son associé Mickael Pages, ils ont choisi de perpétuer cet héritage en Algérie en lançant Gresley, une marque de vêtements haut de gamme pour hommes, se revendiquant du style anglais, et qui a tous les atouts pour s'imposer dans ce marché de niche, caractérisé par un faible apport de la production nationale et une offre à l'importation déclinante.

C'est le grand soir pour Gresley Algérie. La boutique flambant neuve sise à Sidi Yahia (Alger) s'est parée de ses plus belles couleurs pour accueillir les convives de Nadir et Mickael. Ils coupent ensemble le ruban sous les applaudissements des invités et donnent le coup d'envoi de leur projet. Pas moins de 250 m² de collections de vêtements en prêt-à-porter sur mesure, de qualité européenne. L'objectif est affiché d'emblée... commercialiser entre 250 et 300 costumes par mois. Il faut dire que cette marque premium s'est déjà imposée en France. Lancée en 2015, Grseley s'est rapidement fait un nom à Paris, grâce à un point fort que les fondateurs ne se lassent pas de répéter : *« un excellant rapport qualité-prix »*.

Mais en Algérie, les deux associés voient encore plus grand. Ils veulent ouvrir d'ici deux ans au moins cinq boutiques à Alger, Oran et Sétif. De surcroît, Gresley ambitionne de confectionner localement les costumes en laine et autres vêtements qu'elle propose à sa clientèle. Mieux, elle veut faire de l'Algérie le point de départ et le hub d'une prochaine aventure sur le continent africain qu'elle souhaite explorer.

L'enseigne se targue d'avoir une relation directe avec les principaux acteurs du prêt-à-porter européen, ce qui lui permet de maîtriser toutes les étapes de la fabrication : sélection de tissus, design des modèles et process de confection■

K. B.

Entretien avec Nadir Khiatine, co-fondateur de Gresley et créateur de mode :

« Nous sommes en discussions pour lancer une usine de confection en Algérie »

Entretien réalisé par Kheiredine Batache

L'ACTUEL : Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs succinctement ?

Nadir Khiatine : Je suis couturier designer de père en fils. J'ai quinze ans d'expérience dans différentes maisons de prêt-à-porter pour hommes en France, chez qui j'ai appris à maîtriser à la fois les enjeux liés à la production et à la distribution. C'est cette expérience qui m'a permis de fonder il y a de cela sept ans en France la marque Gresley, qui fait référence à un village écossais qui était le cœur de la production de laine issue de la race de moutons Shetland.

Ce n'est pas si facile de se lancer comme ça dans une nouvelle aventure en Algérie. Qu'est-ce qui vous a convaincu de le faire ?

Tout d'abord, l'Algérie c'est mon pays. J'y suis attaché. J'ai déjà travaillé en Algérie dans les années 1990, lorsque le pays traversait une période noire, et j'ai toujours aimé mon pays.

Si nous sommes venus ici c'est parce que nous ne sommes pas uniquement des commerçants mais des créateurs. Le but pour moi c'est de me développer en Algérie. Je me sens obligé de venir y travailler.

A quel niveau situez-vous votre marque parmi l'offre proposée en Algérie ?

L'avantage avec nous, c'est que nous avons eu deux ans, à cause de la pandémie Covid, pendant lesquelles il fallait réfléchir. Nous avons lancé une étude de marché qui nous a permis de savoir qui vendait quoi et à qui. Le constat c'est que le marché repose en grande partie sur de l'importation d'origine turque et chinoise. Beaucoup de fausses marques ou de contrefaçon circulent également. Le prix moyen d'un costume moyen de gamme oscille entre 50.000 DA et 60.000 DA. Gresley se positionne sur une offre de produits nobles, pure laine italienne, avec des prix qui se situent juste en-dessous de cette moyenne. Mais notre valeur ajoutée réside dans l'aspect *« sur mesure »* que nous proposons à notre clientèle.

Quel type de clientèle ciblez-vous, et pensez-vous que ce soit le bon moment pour investir dans le prêt-à-porter en Algérie ?

Idéalement, nous voulons toucher tout le monde avec des produits plus ou moins adaptés à toutes les bourses et toutes les catégories de la société pouvant s'offrir un costume en Algérie, que ce soit pour des raisons professionnelles ou autres. De toues les manières, c'est, en effet, le bon moment pour se lancer. Dans un premier temps, nous allons nous aussi importer nos produits, que nous fabriquons nous-mêmes en Europe. Mais le but c'est de pouvoir lancer la production localement. Nous sommes déjà en discussions avec le ministère de l'Industrie pour monter une usine en Algérie. Mais je vais aller plus loin que cela. A terme, l'objectif sera d'exporter nos produits vers l'Afrique à partir de l'Algérie■

Entretien avec Mickael Pages, co-fondateur et gérant de Gresley :

« On veut offrir du prêt-à-porter et non du prêt-à-jeter »

L'ACTUEL : Comment fait-on pour se lancer dans un secteur réputé pour être un segment de niche en Algérie ?

Mickael Pages : L'analyse que nous faisons consiste en ceci : il y a grosso modo deux grands segments de marché dans l'offre en Algérie. Nous concernant, ce sera des costumes d'origine turque ou chinoise, fabriqués à partir d'éléments synthétiques pour la plupart, vendus à des prix grand public. A l'autre bout du spectre, vous allez retrouver des costumes importés qui sont de très bonne qualité, mais qui sont proposés à des prix excessifs. Et c'est entre ces deux offres que nous avons repéré une faille. Elle concerne les gens qui achètent à l'étranger lors de leurs voyages des costumes de qualité qui ne sont disponibles en Algérie qu'à des prix exorbitants. Et c'est à ce type de clientèle que nous nous adressons principalement mais pas uniquement. Enfin, la particularité de nos produits vient également du fait qu'ils sont conçus pour durer le plus longtemps possible, grâce à la noblesse des tissus 100% laine et des techniques de coupe adéquates. Il n'y a rien de mieux pour fidéliser notre clientèle.

Comment allez-vous faire face à la concurrence ?

De notre point de vue, il existe une vraie demande qui n'est pas satisfaite actuellement, car comme je vous l'ai dit, beaucoup de gens achètent ce type de vêtements à l'étranger. Au stade actuel, nous sommes sur de petits volumes. Notre ambition est de développer ces cinq boutiques et aller sur d'autres villes comme Oran ou Sétif, soit en propre ou en franchise. Mais l'enjeu c'est de trouver des partenaires locaux à qui nous pouvons faire confiance pour le faire en propre.

L'objectif à terme c'est de fabriquer en Algérie... ?

On y pense sérieusement. D'abord commencer avec des pièces en coton (polos, chinos, etc.). Pour les produits en laine, cela nécessitera un effort de formation aux techniques que nous utilisons auprès de plusieurs équipes de couturiers et de couturières pour arriver à produire sur place.

D'un autre côté, la production locale prend du sens à partir du moment où vous avez une distribution suffisante. Une boutique ne suffit pas à monter une usine, et actuellement, nous ne sommes qu'en phase de croissance ! Mais il est vrai que nous voulons maîtriser du début à la fin notre chaîne de valeurs. Gresley reste une marque très jeune■

Entretien réalisé par K. Batache

الشركة الجزائرية للمعارض و التصدير

SAFEX

Société Algérienne des Foires et Exportations

safex/Pins Maritimes - Alger

PROGRAMME DES MANIFESTATIONS 2022

Mois	Manifestations	Organisateurs	Dates	Pavillons
Février	Salon International du Chocolat et du Café "CHOCAF"	VISION FUTURE	à definir	Ahagar
	Salon de l'Electricité et des Energies Renouvelables -SEER	ADVISION El Djazair	23-26	Ahaggar
	Le Salon International de la Pharmacie en Algérie.- SIPHAL	ESPRIT OUVERT	23-26	Concorde
	Salon de la réanimation économique	SIFAR	22-24	Gourara
Mars	Salon de la femme -EVE-	WTCA	03-08	Union
	SIPSA-SIMA	EXPOSIA	14-17	Ahagar, Casbah
	Salon International des Electromenages SIEM	ONE CREATIVE	17-20	Union
	SOLARELEC	DISCOVRY	27-30	Union
	Salon International du Livre d'Alger " SILA"	ENAG	24-30	Ahagar, Casbah,Concorde
	Ramadan au Palais	SAFEX	28mars -30 Avril	Exterieur
Mai	BATIMATEC Expo	SAFEX / BATIMATEC EXPO	15-19	PALAIS
	LIFT EXPO	EXPERT	27-29	Union
	Salon International de la promotion de l'Investissement	B2B	27-30	Gourara
	DJAZAGRO	COMEXPOSIUM	30mai/02 Juin	Ahagar, Casbah,Concorde
	Salon International de la publicité ICHHAR	REAL BOX/SAFEX	30mai/02 Juin	Saoura
	OLIVALEGR	MEDMAG	30mai/02 Juin	D et R
	Salon du Tourisme en Plein Air et d'Aventures STEPA	TRIO TRAVEL / SAFEX	31mai/02 Juin	Bahdja
Juin/Juillet	Foire Internationale d'Alger	SAFEX	13-18 Juin	Le Palais
	SANIST	CACI / SAFEX	27-30 Juin	Gourara
	SECUREXPO	MEDITHERAL	22-24 Juin	Union
	Alger Bijoux	Meridyen	28-30 Juin	Ahagar
	Salon International des Travaux Publics SITP	SAFEX /MTP	28juin-02 juillet	Concorde
	Maman et bébé	Marcom plus Agency	28 juin-01 juillet	Casbah
	SMEX		11-14 juillet	Ahaggar , Casbah
	Salon des micro entreprises	ANADE	11-14 juillet	Concorde
	Salon algerien de la boisson BEVALG	TADAMSA EXPO	20-23 juillet	Casbah
Septembre	Foire de la Rentrée scolaire (L'EMSID)	SAFEX	18Aout-10Sep	Ahagar
	WOODTECH	CGCOM	19-22	Casbah
	Salon du E-Commerce	PRO BOX/SAFEX	20-23	Gourara
	Salon Sport et forme	EFFECTIF	21-24	Ahagar
	Salon national de l'enfant	Glory Management	28-01 Oct	Union
Octobre	Salon Professionnel International de l'Industrie "ALGER	BATIMATEC EXPO	03-06	Ahagar
	AGROFOOD	SIMA	10-13	Concorde
	REVADE	CACI / SAFEX	10-13	Casbah
	ALGERHYGIEN	CREAT EVENTS	12-15	Saoura
	ART CULINAIRE	SMPLUS	19-22	Union
Novembre	ALGEST	WTCA	14-17	Union
	HORECA	MEDITHERAL	16-19	Concorde
	SINAA (Maintenance industrielle)	MEDITHERAL	29 Nov-01 De	Concorde
Décembre	Foire de la Production Algérienne	SAFEX	17-26	Concorde-Ahaggar-Casbah
	Salon des Bnaques, Assurances et Produits Financiers "ExpoFinances"	SAFEX	17-26	Concorde

www.safex.dz
contact@safex.dz / dc@safex.dz

Tél. : +213 (0) 23 79 50 57 / 023 79 50 59 / 023 79 50 61 / 023 79 50 63 / 023 79 50 65
023 79 50 67 / 023 79 50 69 - Fax : +213 (0) 23 79 50 80 / 023 79 50 88

Risque de récession, prix des produits énergétiques élevés…

L'acier mondial sous pression

Panique. Le deuxième sidérurgiste mondial, ArcelorMittal, a annoncé la fermeture temporaire de deux hauts-fourneaux en Europe et de plusieurs usines de finition ou de transformation d'acier. En cause : la flambée des cours de l'énergie et une réduction de la demande de certains de ses clients, notamment ceux de l'industrie automobile.

Hausse des prix de l'énergie, incertitudes liées à la guerre en Ukraine et, surtout, ralentissement des investissements chinois ont freiné la production d'acier dans le monde cette année. Pour l'acier brut, la production a chuté de 5,4% par rapport aux six premiers mois de 2021, à 1,1 milliard de tonnes, selon l'association World Steel qui regroupe 64 pays producteurs.

La Russie et l'Ukraine ont subi un coup de fouet avec une chute de 18,8%, à 50,5 millions de tonnes au premier semestre. Pour les 27 pays d'Europe, le recul s'est élevé à 5,6% pour 86 millions de tonnes (Mt) de janvier à juin. Seul le Moyen-Orient tire son épingle du jeu avec une production en hausse de 4,4%, à 25,3 Mt. *« Ce sont les marchés qui baissent. C'est d'abord la demande de nos clients qui baisse, dont l'industrie automobile par exemple. Et la flambée des prix de l'énergie en Europe est un facteur aggravant »*, déclare ArcelorMittal. Aussi, les coûts élevés du gaz et de l'électricité pèsent fortement sur la compétitivité. En effet, le deuxième sidérurgiste mondial a annoncé la fermeture temporaire de deux hauts-fourneaux en Europe et de plusieurs usines de finition ou de transformation d'acier. En cause : la flambée des cours de l'énergie et une réduction de la demande de certains de ses clients, notamment ceux de l'industrie automobile.

ArcelorMittal n'est pas le seul à réduire la voilure. Beaucoup d'entreprises ne sont pas, ou pas totalement, couvertes pour leur consommation d'électricité en 2023. Or, pour cette année, le prix du mégawatheure a dépassé les 1.000 euros le 26 août dernier, pour redescendre en septembre écoulé à 600 euros. Un niveau qui reste, toutefois, 12 fois plus élevé que celui d'il y a un an. D'autre part, il convient de préciser que cette baisse de la production n'est pas sans dégâts collatéraux. Après quelques semaines d'accalmie, les métaux repartent à la baisse. Le minerai de fer est repassé sous la barre des 100 dollars la tonne. L'ingrédient de base de l'acier était coté au printemps à 160 dollars.

Pendant la pandémie, la tonne s'était même envolée à plus de 200 dollars, dopant les profits des grandes compagnies minières. Même tempo pour les métaux non ferreux. Le cuivre est passé sous la barre des 8.000 dollars la tonne alors que l'aluminium s'échange contre 2.370 dollars la tonne. Pour Coface, à court terme, les prix élevés de l'énergie et la faible demande mondiale de produits manufacturés devraient continuer à entraîner une baisse de la production de métaux.

La pression à la baisse sur les prix devrait, donc, se poursuivre. L'évolution actuelle du marché des métaux reflète les perspectives économiques mondiales sombres qui s'annoncent et qui sont déjà visibles dans de nombreux secteurs.

S'agissant des perspectives, le rapport *« Taille et prévisions du marché mondial de l'acier allié structurel 2022-2029 »* s'attend à ce que la demande accrue de technologies intelligentes et la construction accrue de gratte-ciel et de grands immeubles commerciaux devraient contribuer de manière significative à la croissance du marché mondial de l'acier allié structurel■

H. M.

INTERNATIONAL
L'ACTUEL
Le magazine de l'économie et du partenariat international

ABONNEZ-VOUS

Oui, je désire m'abonner à la revue *L'ACTUEL* pour 11 numéros au prix de :

☐ Algérie : **2 750,07 DA** **(dont 900 DA frais d'envoi)** ☐ Etranger : **24,00 €** (+18€ frais d'envoi)

Nom ou raison sociale : .....

Personne à contacter : ..... e-mail : .....

Activité ou profession : .....

Adresse : .....

Tél. : ..... Fax : ..... Date : .....

Signature et cachet

Nombre d'exemplaires ☐

Ci-joint mon réglement :

☐ par chèque bancaire à l'ordre de : **LES NOUVELLES REVUES ALGERIENNES**

☐ par virement bancaire : BADR Chéraga Compte n° : 00300634000087330089

Lot. Ben Achour Abdelkader
Villa n° 27 Chéraga - Alger
Tél. : +213 (0) 23 39 50 79
+213 (0) 23 39 50 52
Fax : +213 (0) 23 39 50 92
e-mail : redac@actuel-dz.com

Interview avec Ghani Kolli, président du Conseil de développement Canada-Algérie (CDCA) :

« Vivement l'exploitation du grand potentiel de la relation Canada-Algérie »

Répondre aux attentes des deux partenaires dans tous les domaines de développement est un vœu à la portée des responsables et de l'Algérie et du Canada. Du reste, c'est la mission en général du Conseil de développement Canada-Algérie (CDCA) que préside Ghani Kolli. Ce dernier croit dur comme fer que le climat favorable des relations entre les deux pays est une grande aubaine pour hisser celles-ci vers un meilleur niveau, notamment dans les domaines des affaires et du développement technologique tous azimuts.

Entretien réalisé par Rabah Karali

L'ACTUEL : Le Conseil de développement Canada-Algérie a vu le jour en 2016 ; brièvement, quels sont les principes et les objectifs de votre organisation, et pouvons-nous connaître, du reste, les objectifs prioritaires que vous vous êtes fixé durant votre mandat actuel ?

Ghani Kolli : Le Conseil de développement Canada-Algérie est une organisation à but non lucratif qui a pour mission de promouvoir les relations bilatérales entre le Canada et l'Algérie. Nous souhaitons accélérer l'impact des échanges commerciaux pour qu'ils puissent réaliser leur plein potentiel, et surtout mettre au premier plan la véritable richesse qu'est la diaspora algérienne établie au Canada qui peut davantage porter les opportunités entre les deux pays.

D'un côté, le CDCA se veut un mobilisateur des professionnels et chercheurs dans différents domaines, mais aussi des entrepreneurs et chefs d'entreprises qui espèrent qu'une amélioration du climat des affaires leur permette de concrétiser leurs projets tant l'attachement à l'Algérie reste fort. D'un autre côté, nous offrons un support aux Canadiens désirant considérer ou consolider leur positionnement en Algérie et profite de sa situation géostratégique. Notre appui ne se limite pas à les soutenir pour comprendre et mieux aborder le marché algérien, il leur permet aussi de réussir leur amarrage dans ce marché en pleine mutation. Concernant les objectifs prioritaires de mon mandat, ceux-ci répondent principalement aux enjeux transversaux auxquels fait face l'Algérie et l'accompagnement que peut lui apporter l'expertise canadienne, de la finance, le développement durable, le rehaussement des compétences et des talents et le rôle de la diaspora, tous indispensables pour accompagner l'Algérie dans sa transformation et diversification économique, et plus précisément dans sa transition énergétique et dans le développement de son écosystème de PME et de

start-up innovantes. Mais je ne réalise pas ce mandat seul, j'ai le privilège d'avoir avec moi le soutien de mes collègues administratrices et administrateurs, des membres et des contributeurs qui œuvrent, donnent de leur temps et de leurs ressources pour porter ces objectifs que nous avons en commun et de démontrer le plein potentiel de la relation Canada-Algérie.

En mars dernier, le Consulat général d'Algérie à Montréal (Canada) a appelé les entrepreneurs économiques algériens établis au Québec à participer à la création d'un réseau permettant de faciliter leurs investissements en Algérie. Comment allez-vous contribuer à la réussite de ce projet ?

Nous avons salué cette initiative et nous travaillons en étroite collaboration tant avec les services des délégués commerciaux de l'ambassade du Canada à Alger qu'avec le service économique de l'ambassade d'Algérie à Ottawa et consulaire à Montréal. Je tiens d'ailleurs à leur rendre un fervent hommage compte tenu des efforts réalisés en appui à notre mission. Il va sans dire que cet appui est mutuel, et notre contribution traduit tout naturellement les objectifs du CDCA cités plus haut, c'est-à-dire offrir les outils nécessaires à la communauté d'affaire algéro-canadienne pour réussir ses investissements entre les deux pays, au travers de notre réseau de décideurs économiques et institutionnels, mais aussi au travers de nos experts et membres du CDCA réunis en comités de travail pour mettre en place tant des missions commerciales, des évènements que des initiatives stratégiques. J'invite d'ailleurs les entrepreneurs canadiens et algériens qui désirent bénéficier de nos services à nous contacter afin d'explorer des pistes de collaboration.

Comme vous le savez, un nouveau code des investissements a été adopté récemment en Algérie ; dans ce cadre, estimez-vous que cela va désormais booster les affaires entre notre pays et le Canada ?

Nous attendons que le nouveau code des investissements ait pour but d'améliorer réellement le climat des affaires en Algérie et de garantir les conditions pour cela dans l'éthique et la transparence. Nous notons qu'il aspire à inciter au transfert de technologie et aussi à l'investissement dans des secteurs prioritaires pour l'Algérie tels que le secteur de l'énergie et des mines.

En effet, ces changements vont très probablement booster les affaires entre l'Algérie et le Canada ; il faudrait bien évidemment que les contraintes administratives soient mises à plat, et que certaines garanties soient offertes aux investisseurs tant locaux qu'internationaux.

Comment jugez-vous le niveau actuel de la coopération économique et commerciale entre les deux pays ?

En 2020, les échanges commerciaux bilatéraux étaient évalués à plus de 650 millions de dollars canadiens, ce qui maintient la position de l'Algérie comme l'un des partenaires commerciaux les plus importants du Canada sur le continent africain. Ces échanges sont principalement composés des exportations algériennes dans le secteur de l'énergie et de l'agroalimentaire.

Quant aux exportations canadiennes, elles sont liées aux secteurs de l'aéronautique, de l'éducation, des nouvelles technologies, des sciences de la vie, de l'agroalimentaire et, bien évidemment, de l'énergie. La réalité, il y a un besoin d'intensifier ces échanges commerciaux, comme cela a été discuté lors de la 3e session des consultations politiques algéro-canadiennes tenue en Algérie en juin dernier. Pour cela, nous comptons sur le renforcement des actions de promotion des opportunités d'affaires et d'investissements en Algérie et au Canada afin que la nouvelle dynamique de coopération se mette en place.

Selon vous, quels sont les domaines économiques qui offrent le plus d'opportunités pour la création de partenariats d'affaires entre les opérateurs de chaque pays ?

Lorsque nous analysons la situation géopolitique en Europe, nous constatons que l'Algérie se renforce comme fournisseur énergétique de premier plan. Pour notre part, nous espérons que cela vient renforcer plutôt la stratégie de transition énergétique du pays. En considérant la nécessité de sortir du fossile, l'énorme potentiel renouvelable et minier de l'Algérie, combinés à l'expertise canadienne dans ces deux secteurs, les opportunités d'affaires sont considérables.

Aussi, le Canada a réalisé des investissements stratégiques qui lui permettent de rester à l'avant-garde des innovations technologiques et de renforcer son positionnement de chef de file dans le développement d'un écosystème de PME et de start-up innovantes, une expertise dont pourrait profiter l'Algérie compte tenu des efforts qu'elle engage pour la promotion de l'entrepreneuriat afin de réaliser ses objectifs de diversification économique.

En juin dernier, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural algérien a reçu la vice-ministre déléguée des Affaires étrangères du Canada, Madame Cynthia Termorshizen ; à cette occasion, le dossier de la coopération dans le domaine de l'agriculture a été longuement évoqué. Quel est votre commentaire à ce sujet ?

La visite de Madame Cynthia Termorshizen souligne le potentiel de la coopération algéro-canadienne dans le secteur de l'agriculture, et aussi le secteur minier qui a été à l'agenda. Il y a ici des sujets qui interpellent les deux parties, notamment ceux liés à la sécurité alimentaire et ceux liés à la lutte contre les feux de forêt et la recherche agricole. C'est d'ailleurs dans ce cadre que le CDCA et ses experts dans le domaine ont organisé, en mai dernier, le 1er séminaire algéro-canadien sur la lutte contre les feux de forêt par des moyens aériens.

Cet événement a mobilisé le savoir-faire, l'expertise et l'expérience algérienne et canadienne, et a permis aux acteurs aéronautiques de se rencontrer pour un échange bilatéral avec des leaders canadiens et nord-américains. Ce sont ces actions-là que le CDCA souhaite démultiplier, que ce soit pour le secteur de l'agriculture, des mines et d'autres secteurs porteurs d'opportunités pour les deux pays.

A la faveur de la tenue du 1er séminaire algéro-canadien organisé récemment à Alger par le CDCA sur la lutte contre les feux de forêt par des moyens aériens, vous avez indiqué qu'un projet d'une plateforme algéro-canadienne de fabrication aéronautique, spécialisée dans la lutte contre les feux de forêt est en cours de discussion ; peut-on en savoir plus à ce sujet ?

Ce type d'événement facilite les échanges et la création de partenariats, et surtout, cela nous permet de proposer le développement de solutions concrètes et durables dans la lutte contre ce fléau, comme nous l'avons fait en proposant la mise en place d'un projet de plateforme aéronautique algéro-canadienne qui comprend une école des métiers de l'aéronautique ainsi qu'un incubateur/accélérateur aérospatial afin d'accompagner l'ensemble des parties prenantes locales spécialisées dans la lutte contre les feux de forêt par voie aérienne.

A la suite de ce séminaire, quelques points importants ont été soulevés, notamment la nécessité de mutualiser les moyens qu'a déjà l'Algérie à sa disposition, combinés aux moyens à développer et à renforcer, et la nécessité de miser sur des solutions de prévention qui allient des moyens au sol, comme des technologies de détection de feux, et des moyens aériens mixtes, à savoir avion de type canadair mais aussi des hélicoptères adaptés à ce genre de mission. Nous saluons l'appel de l'Algérie pour aller vers une force régionale d'intervention, à l'instar de ce qui se fait à travers le monde. Nos propositions ont donc été bien accueillies lors du séminaire. Les décisions sont au niveau des acteurs et institutions locales avec qui nous restons en discussion.

Des projets de visites ou de rencontres en Algérie ou au Canada entre opérateurs ?

Nous conduisons des échanges et des rencontres bilatérales soutenues tout au long de l'année, nous sommes aussi sollicités par nos partenaires institutionnels afin de les accompagner dans leur démarche de recherche ou de création de partenariats algéro-canadiens. Nous sommes très enthousiastes de travailler pour la réalisation de visites et de rencontres dans les deux pays. D'ailleurs, nous saluons la récente visite pour la promotion du tourisme en Algérie organisée par le ministère algérien du Tourisme et de l'Artisanat qui s'est déroulée fin septembre. De plus, nous préparons actuellement une visite d'une délégation canadienne en Algérie afin de rencontrer les acteurs clés du secteur minier, aujourd'hui très stratégique pour l'Algérie. Nous préparons cela avec l'aide de nos experts du secteur et membres du CDCA. Cette rencontre est prévue pour les prochains mois et nous comptons sur l'implication de toutes les parties prenantes concernées par ce secteur.

Le Canada abrite la deuxième plus importante diaspora algérienne à travers le monde ; toutefois, lors de notre récente visite à Montréal, nous avons avec regret constaté une timide présence des produits algériens dans les commerces de l'alimentation, contrairement à d'autres pays maghrébins. D'après vous, quelles sont les raisons de cette situation ?

Il faut tenir compte de la situation du marché canadien dans ce secteur qui est aujourd'hui saturé. Les barrières à l'entrée, les conditions et les exigences sanitaires à respecter sont de plus en plus importantes. Nous félicitons d'ailleurs la participation de Hamoud Boualem lors du Salon international de l'alimentation qui s'est tenu à Montréal en avril dernier. Le CDCA espère une présence plus imposante des produits algériens, et est toujours ouvert à la facilitation du processus d'exportation de ces produits au Canada, comme l'a démontré le forum algéro-canadien que nous avons organisé il y a quelques années autour des partenariats et des exportations afin de guider les producteurs algériens dans leurs démarches. Toute entreprise algérienne qui considère le Canada comme marché d'export peut nous joindre à travers notre site internet et on se fera un plaisir de la guider■

saa Assurances

Nous assurons votre mobilité
même en Tunisie

Pack ToMobility tunisie

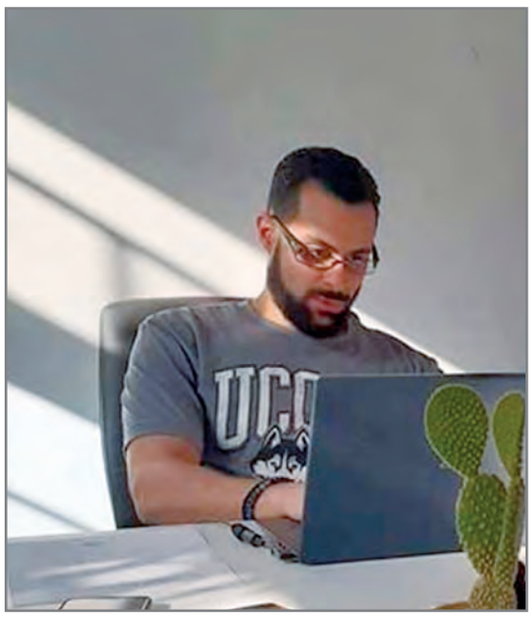
Découvrez le pack Tomobility, l'assurance véhicule tout inclus qui vous couvre même en Tunisie

Garantie Assurance dommage*	Garantie assistance dépannage	Garantie responsabilité civile (carte orange)	protection juridique
véhicule à l'étranger	jusqu'aux frontières	obligatoire	dans la limite de 500€

(*) inclus la prise en charge en cas de collision avec un autre véhicule, de choc contre un corps fixe ou mobile, ou de renversement sans collision au préalable (voir modalités dans votre agence SAA).

Walid Benblidia

Des idées, du courage et des ambitions



L'innovation pour lui est la concrétisation pratique d'une idée sur le marché. Entrepreneur, passionné par le monde des start-up et intégrateur d'idées non-conventionnelles, Benblidia Mohamed Walid, puisque c'est de lui qu'il s'agit, est co-fondateur de la plateforme Freehali.com, une marketplace de freelance en Algérie qui permet de mettre en contact des freelances algériens de différents secteurs avec des entrepreneurs algériens. Le but étant de créer une sorte de synergie qui permet d'encourager le monde de l'entrepreneuriat en Algérie.

Walid Benblidia a fait l'université Saâd-Dahleb de Blida entre 2011 et 2016 d'où il a obtenu un Master 2. Concernant Freehali, c'est un projet qui a été lancé par trois amis de fac juste après leur soutenance, dont Walid Benblidia.

« L'idée est venue à partir du constat qu'en Algérie, on a des compétences qui, malheureusement, ne sont pas valorisées, au moment où les employeurs se plaignent du manque de compétences, du manque de ressources… dans leurs entreprises. Donc, l'idée nous est venue de créer une plateforme web qui permet de regrouper ces compétences qui sont, on va dire, mal valorisées en Algérie et les présenter à ces entreprises ou au monde du travail », dira Walid.

L'innovation pour lui est la concrétisation pratique d'une idée sur le marché. *« Ma vision en tant qu'entrepreneur c'est de réaliser à quel point les petites actions au quotidien font la différence et ne pas hésiter à innover en termes de ces petites actions comme, par exemple, si on doit se connecter deux fois sur un site web pour pouvoir lancer une action, comment faire en sorte de lancer automatiquement l'action sans passer par les deux autres étapes. Donc, c'est vraiment quelque chose qui au final permet de voir la différence en termes de temps, de coût et de retour sur investissement »*, estime-t-il.

Son souhait, ce serait d'exporter les services de Freehali à l'international■

F. A.

بنك الفلاحة و التنمية الريفية
Banque de l'agriculture et du développement rural

البدر
الصيرفة الإسلامية

تمويلات بصيغة المرابحة

- المرابحة للعتاد المهني
- المرابحة للأشغال
- المرابحة لوسائل النقل
- المرابحة للصادرات
- المرابحة للصفقات العمومية
- المرابحة للإنتاج الفلاحي
- المرابحة للمواد الأولية
- المرابحة غلّتي

حسابات جارية إسلامية للمؤسسات و الأفراد

دفاترإدخار إسلامية

40 Years
1982 - 2022

40 سنة في خدمة الفلاحة والإقتصاد الوطني

نتطلع لتحقيق المزيد من التألق والنجاح

قيم و مبادئ

www.badrbanque.dz
BADR ITTISSAL
021 989 323
contact@badr.dz

Art & Science of Amazing Protection